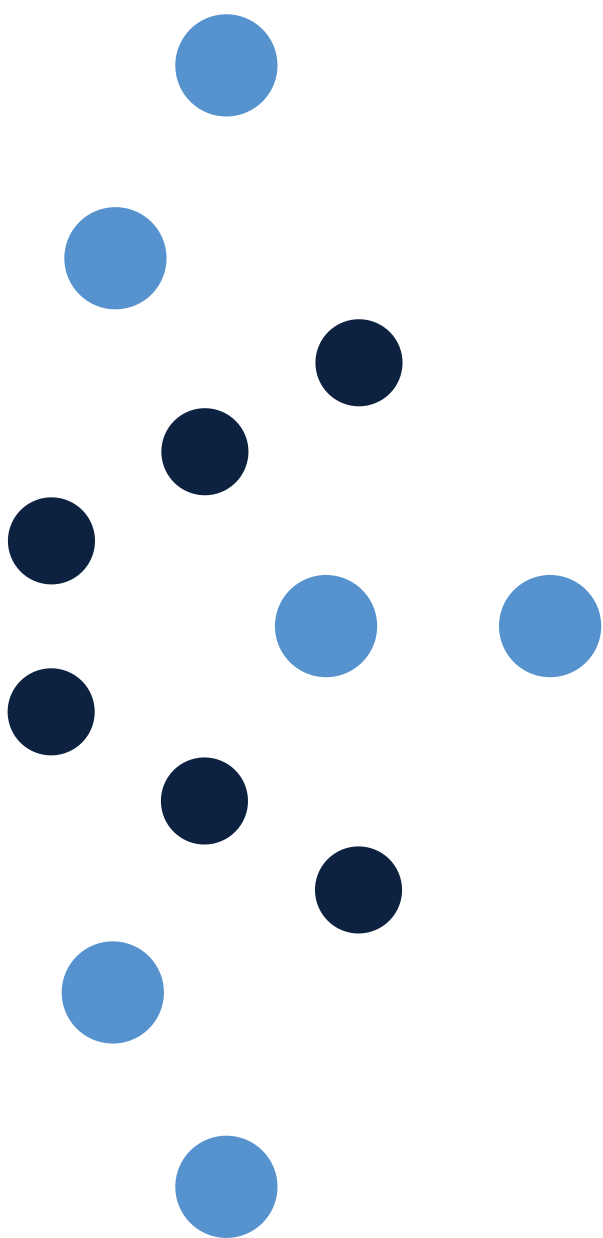


# 2018 RAPPORT D'ACTIVITÉ







# SOMMAIRE

## 1 – Une grande école de santé publique

- Enjeux et missions p.4
- Un réseau de partenaires large et en constante évolution p.6
- Les départements d'enseignement et de recherche p.8
  - Le laboratoire

## 2 – Des formations pour tous les cadres du système de santé

- Les formations pour la fonction publique p.10
  - Les formations diplômantes
- La formation continue p.14
- La formation par la recherche p.16
- Le développement pédagogique p.17

## 3 – Une recherche internationale en santé publique

- Les équipes labellisées p.19
- Les chaires p.20
- Les thèmes de recherche p.21

## 4 – L'expertise de l'EHESP : quelques illustrations p.24

## 5 – Des acteurs, des ressources p.26

# 1 Une grande école de santé publique

## Enjeux et missions

L'École des hautes études en santé publique a été créée par la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, par transformation de l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes. Elle a conservé l'ensemble des missions de l'école de service public, dont la formation des fonctionnaires en charge des politiques publiques dans le domaine sanitaire et social, et de l'inspection-contrôle-évaluation des programmes de santé publique et des établissements, du pilotage de ces programmes, du management des établissements de santé, médico-sociaux et sociaux, de la veille et sécurité sanitaire, de la santé scolaire et du génie sanitaire. Ces missions élargies par le législateur, l'EHESP est également chargée d'assurer un enseignement supérieur en santé publique, en réseau avec des établissements partenaires, d'animer ce réseau, de contribuer à la recherche en santé publique et de développer les relations internationales dans son champ de compétences.

Année d'évaluation par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), 2018 a été une année très riche en termes d'activité pour l'EHESP. Ce fut, à la fois, l'année du renouvellement du mandat de Laurent Chambaud à la direction de l'École, le dernier exercice annuel de mise en œuvre des engagements inscrits dans son Contrat d'objectifs et de performance 2014-2018 et également le lancement du processus d'élaboration de son nouveau projet d'établissement pluriannuel. C'est en outre une année marquée par des évolutions de ses organisations internes et de son environnement universitaire. Enfin, année des 10 ans de la création de l'École des hautes études en santé publique, 2018 a été l'occasion d'événements et de projets notables, notamment la mise en place du « campus sans tabac » faisant de l'EHESP le premier établissement d'enseignement et de recherche à s'inscrire dans cette démarche en France.

## Dernière année de mise en œuvre du Contrat d'objectifs et de performance 2014-2018, évaluation quinquennale par le HCERES et renouvellement du mandat du directeur de l'EHESP

Signé avec ses deux ministères de tutelle en 2014, le Contrat d'objectifs et de performance (COP) quinquennal a constitué **la feuille de route de l'EHESP**. Comme l'illustrera ce rapport d'activité annuel, un grand nombre des projets stratégiques et structurants, inscrits dans ce contrat, ont pu aboutir en 2018 grâce à la mobilisation continue et soutenue de ses forces et ressources pour honorer ses engagements contractuels dans un contexte budgétaire contraint.

Ce COP était basé sur une stratégie de recentrage des actions de l'Ecole au profit de **deux grandes orientations transversales** :

- être force de proposition, lieu de débat, et accompagner les évolutions de notre système de santé
- mieux comprendre et participer à la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé.

Il visait à conforter et développer les missions de l'École autour de **5 thématiques prioritaires** : les politiques sociales et de santé ; l'organisation, le pilotage, la régulation et le management des services de santé ; l'environnement et

la santé ; la sécurité sanitaire ; la promotion de la santé et la prévention.

Ce contrat a fait l'objet d'un bilan présenté et largement diffusé en début d'année 2019.

Suite à la remise d'un rapport d'auto-évaluation de l'Établissement fin 2017, un comité d'experts du HCERES est venu en visite à l'École début avril pour auditionner un grand nombre d'acteurs internes et de partenaires extérieurs. **Le comité d'experts a fourni son rapport d'évaluation à l'automne et a apporté un regard externe précieux au moment où l'EHESP a entamé les réflexions sur son nouveau projet stratégique pluriannuel.** Il met l'accent sur la capacité de l'Établissement à mettre en œuvre et suivre sa stratégie, ainsi que sur les points d'amélioration en matière de développement, de gouvernance et de pilotage.

Sur proposition des deux ministres de tutelle et après avis du conseil d'administration, **le mandat de Laurent Chambaud à la direction de l'École a été renouvelé par décret du Président de la République en date du 4 juin 2018.**

## De nouvelles organisations et des projets internes pour optimiser le fonctionnement de l'école et favoriser le bien-être au travail

Plusieurs objectifs du **plan pluriannuel d'efficience et d'amélioration de la performance**, lancé au printemps 2015, se sont concrétisés au cours de l'année 2018.

**Des évolutions organisationnelles** importantes au sein du secrétariat général ont été validées par les instances de dialogue social pour une mise en œuvre opérationnelle fin 2018 ou début 2019 (cf. page 26)

Avec l'appui de la DRH et du CHSCT, et grâce à un dialogue constructif avec les organisations syndicales, la direction de l'École a mis en place un **plan d'action pluriannuel de bien-être au travail** autour de 4 thématiques (management, dialogue social, organisation et communication).

À noter enfin pour cette année 2018, le bilan de la 1ère année de concession de la restauration collective auprès de la société ANSAMBLE (campus rennais).

## Des évolutions majeures au sein de ses deux communautés d'universités et d'établissements (ComUE) à Paris et dans le grand ouest.

La **Comue Université Bretagne Loire (UBL)** a connu une année 2018 compliquée suite à la non-validation de son projet de contrat de site fin 2017 et le retrait du CNRS début 2018. Le devenir de la Comue est très fortement réinterrogé suite à la remise d'un rapport de l'IGAENR et à la démission de son président fin 2018. Parallèlement, un nouveau projet d'« **Université de Rennes** » (**UniR**), initié en 2017 par 6 établissements projetant de créer une nouvelle entité sur le site rennais, s'est progressivement structuré. Du fait d'une forte sollicitation et d'un intérêt stratégique majeur, **l'EHESP s'est engagée institutionnellement dans ce projet** avant l'été et a alors intégré les différents groupes de travail thématiques. Les propositions issues de ces travaux ont fait l'objet d'une consultation large auprès de l'ensemble des communautés en décembre 2018. La parution de

l'ordonnance relative aux établissements expérimentaux permettra de définir collectivement le cadre et les statuts de la future « Université de Rennes » courant 2019. L'EHESP pourra ainsi y préciser son positionnement.

**Au sein de la Comue Université Sorbonne Paris Cité (USPC), la labellisation IDEX** du projet « Université de Paris 2019 », obtenue en mars 2018, prévoit la création d'un nouvel établissement réunissant les universités Paris 5 & 7 et l'IPGP en 2019. Ainsi dans ce regroupement universitaire reconfiguré, l'EHESP a validé, à l'instar des autres membres, son positionnement auprès de **la future Université de Paris via un partenariat privilégié**, à condition que la santé publique soit identifiée comme un axe stratégique du projet commun.

## D'autres faits marquants de l'année écoulée



Alors qu'elle fêtait son 10ème anniversaire en 2018, l'EHESP a eu l'honneur de recevoir **la visite d'Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé**, le 4 janvier sur son campus à Rennes. Après avoir salué le modèle et l'action de l'EHESP, elle a échangé avec les 350 nouveaux élèves fonctionnaires sur les enjeux de la nouvelle stratégie nationale de santé 2018-2022.

**Un délégué à la protection de données (DPO)** a été désigné en janvier au sein d'une cellule interne. Au cœur de la conformité informatique et libertés, cette nouvelle fonction est de garantir la sécurité juridique et informatique de l'EHESP, sous le contrôle de la CNIL, et a permis de mener plusieurs actions en 2018 (élaboration d'une politique de protection des données personnelles après inventaire des traitements, déploiement de protocoles et de pratiques

d'évaluation permettant l'identification des risques).

Au cours de cette année, l'EHESP s'est engagée dans la mise en place d'un **dispositif « éthique, intégrité et déontologie »** en lien avec ses activités de recherche et de formation. Elle a ainsi rejoint les 35 autres institutions françaises signataires de la charte nationale de déontologie des métiers de la recherche et a nommé un référent intégrité scientifique indépendant.

En juin 2018, l'Ecole a également décidé de mettre en place **une démarche interne de labellisation « développement durable et responsabilité sociétale »**, en désignant une chargée de mission auprès de la direction pour son pilotage. Un rapport d'auto-évaluation et la stratégie de l'Ecole dans ce domaine ont été élaborés permettant le dépôt d'un dossier de candidature en 2019 en vue de l'obtention d'un label national.

Enfin, la direction de l'École a décidé avec regret **la fin du portage du dispositif Banque de données en santé publique** au 31 décembre 2018, dispositif qui proposait depuis 25 ans une offre de services en information et documentation, en s'appuyant sur un réseau d'une trentaine d'organisations (cf. p.17).



### Mise en place du «campus sans tabac»

Inédit dans l'enseignement supérieur en France, le campus de l'EHESP à Rennes est devenu un Campus sans tabac le 31 mai 2018. Initiée en 2015, la démarche a été déployée progressivement et repose sur un accompagnement permanent des fumeurs et une large campagne de communication au ton inclusif. Si le campus sans tabac est aujourd'hui respecté, l'enjeu est à présent de le maintenir dans la durée et d'en faire une source d'inspiration pour les professionnels de santé formés à l'École.

# Un réseau de partenaires large et en constante évolution

## Des partenariats pour un rayonnement en France, en Europe et à l'international

### En France

En 2018, l'École a continué à élargir et diversifier son réseau de partenaires au service de la formation, de la recherche et de l'expertise. Un accord cadre a ainsi été signé avec l'agence française de développement, auquel se sont ajoutées des conventions de partenariat avec Expertise France et le Club des acteurs de la télémédecine (CATEL). Le CGOS et l'Institut de l'engagement rejoignent aussi le réseau des partenaires de l'EHESP, tout comme les mutuelles SHAM et MNH, qui soutiennent aussi les activités de l'École depuis 2018 par des conventions de mécénat.

### En Europe

#### Europubhealth+

L'université de Maastricht, nouveau partenaire du consortium EPH+, a accueilli la première promotion d'étudiants en spécialisation «Leadership en santé publique européenne». Fort de 12 années d'existence, le parcours EPH+ a formé 337 étudiants de 78 nationalités différentes. 23 bourses d'excellence Erasmus Mundus ont été accordées en 2018 pour les étudiants européens et internationaux.

**En juin 2018, le consortium EPH+ a été le premier à recevoir le prix « ASPHER Deans' & Directors' Good Practice Award for excellence in public health education and training ».**

#### Partibridges

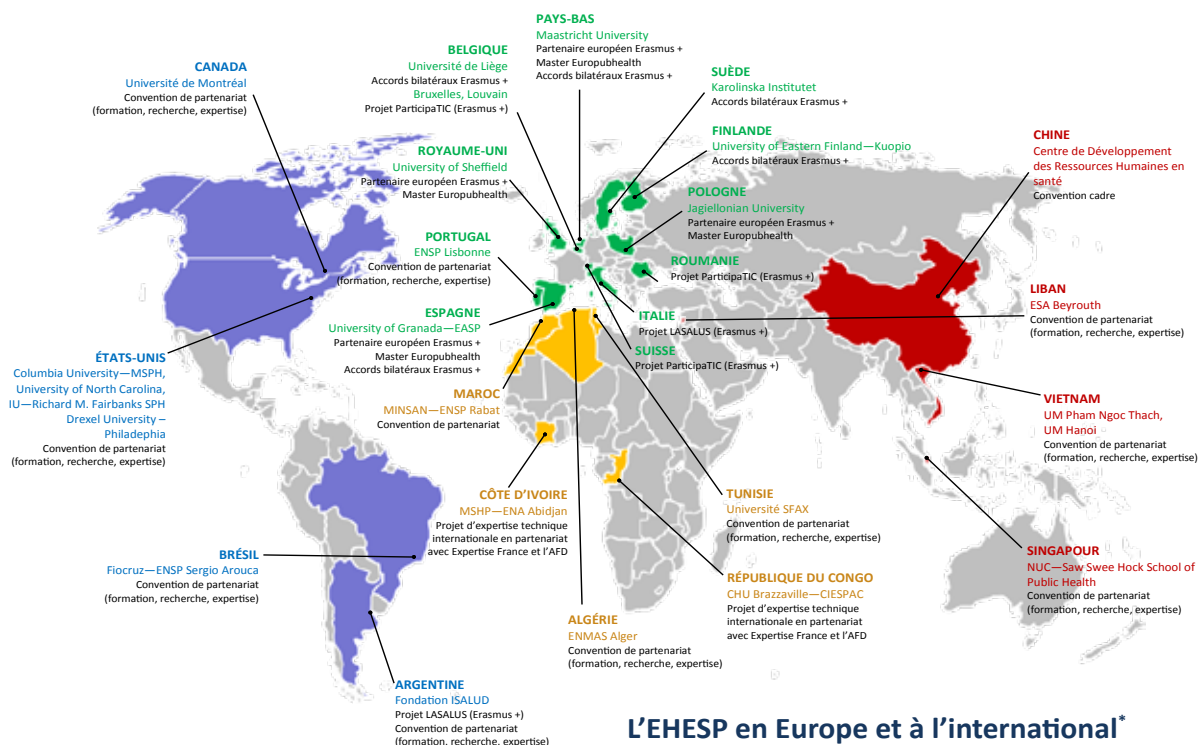
Le projet Partibridges en partenariat avec 4 pays partenaires (France, Angleterre, Portugal, Turquie) a reçu le soutien de la Commission européenne pour 2018-2021. L'objectif général est d'établir une coopération entre l'enseignement supérieur, les acteurs de la jeunesse et les jeunes éloignés des dispositifs de formation, en développant un module pédagogique international sur la participation sociale et citoyenne des jeunes en Europe, ainsi qu'un web-documentaire et un guide méthodologique sur la recherche collaborative avec des jeunes.

#### Participatic

Clôture du projet européen ParticipaTIC de co-construction entre professionnels et personnes handicapées, dont l'objectif était de concevoir une plateforme de formation en ligne permettant aux auto-représentants et représentants des personnes handicapées de pouvoir compléter leurs compétences et mieux défendre leurs droits.

#### ErasmusDays 2018

Le 12 octobre 2018, l'EHESP s'est associée à la 2nde édition des #ErasmusDays en proposant un stand d'animation exposant les témoignages des personnes ayant bénéficié d'une mobilité dans le cadre d'Erasmus+. Les projets européens portés par l'EHESP étaient également mis à l'honneur, ainsi que l'exposition « Union(s) européennes » présentant le portrait de familles Erasmus. Cet événement, dont l'ambition est d'essaimer à travers toute l'Europe, est organisé sous les hauts patronages de la Commission européenne et du Parlement européen avec la participation des agences Erasmus+ en Europe.



### L'EHESP en Europe et à l'international\*

\*ne sont pas représentés les contrats de recherche

## À l'international

### Afrique

#### Algérie

**Accueil d'une délégation de l'ENMAS** (École nationale de management et d'administration de la santé), dont le directeur général, du 16 au 22 décembre 2018, dans le cadre de la convention de partenariat institutionnel entre nos deux institutions. L'objectif principal de cette coopération vise le développement de l'offre de formation de l'ENMAS à travers un transfert de compétences dans la gouvernance et l'organisation de l'ensemble du dispositif de formation.

#### Congo

En décembre 2018 s'est clôturé **le projet de renforcement de la gouvernance hospitalière du Congo-Brazzaville**, avec l'appui de l'EHESP et l'AP-HP sous le pilotage d'Expertise France. Le projet de 2 ans, financé par un contrat de désendettement et de développement (C2D) visait à renforcer le dispositif de gestion hospitalière du CHU de Brazzaville et à mettre à disposition des hôpitaux généraux du pays, des gestionnaires formés en gestion hospitalière. L'EHESP a ainsi formé près de 80 cadres du CHU, 30 directeurs d'hôpitaux du pays, tout en apportant un appui auprès du Centre Inter Etat d'Afrique Centrale (CIESPAC) dans le développement d'un master en gestion hospitalière.

#### Côte d'Ivoire

**Le projet de renforcement des capacités institutionnelles du ministère de la santé et de l'hygiène publique (MSHP) en Côte d'Ivoire** s'est clôturé en décembre 2018. L'EHESP a participé au renforcement des capacités de l'inspection générale de la santé et à l'accompagnement de la direction de la médecine hospitalière et de proximité (DMHP) dans la mise en œuvre d'une formation aux fondamentaux de la gestion hospitalière afin de préparer la mise en place de la future réforme. Ce projet de 2 ans financé par un contrat C2D et piloté par Expertise France a permis de former 5 inspecteurs du MSHP, ayant pour mission de déployer la formation en inspection contrôle destinée aux agents Ivoiriens. Le 2e volet portant sur la formation continue comportait deux axes : Cap Qualité et Formation Métiers. La formation Cap qualité a permis la rédaction de feuilles de route « qualité » et a ciblé 120 participants couvrant toute l'étendue du territoire national. La formation « Métier » s'est organisée autour de 3 sessions de formation et a réuni 26 formateurs relais ayant reçu une formation dans quatre grands domaines régaliens de la gestion hospitalière.

#### Maroc

**Dans le cadre de son partenariat avec l'ENSP de Rabat**, l'EHESP a accueilli pendant 4 semaines du 2 au 26 octobre, deux professionnels de santé marocains suivant un cycle de spécialisation en santé publique, filière gestion des programmes sanitaires, et facilité l'accueil en stage pour 6 mois d'une professionnelle filière management hospitalier au sein d'un EHPAD.

### Amériques

#### Argentine

L'EHESP a participé au séminaire de clôture du projet LASALUS en décembre à Buenos Aires. Il s'agit d'un projet multi-institutionnel et interdisciplinaire, piloté par l'université ISALUD en Argentine, en partenariat avec 3 pays européens et 3 pays latino-américains, destiné au développement d'une formation de troisième cycle à distance en gestion des organisations de santé, pour les Universités latino-américaines. Son caractère innovant s'est illustré par l'utilisation d'un simulateur (hôpital virtuel) dont le

développement technologique a constitué un des résultats du projet.

#### Brésil

**Poursuite du partenariat entre les laboratoires de l'EHESP et de l'ENSP Sergio Arouca au Brésil** avec l'accueil pour une durée de un an d'une doctorante brésilienne. Les deux laboratoires ont pour originalité d'être implantés au sein d'une école de santé publique et mènent des activités de services, de recherche, de formation et d'expertise dans le champ des risques environnementaux et de la santé au travail.

#### Canada

**Accueil du doyen de l'ESPUM** à deux reprises en janvier et en juillet pour la mise en œuvre de l'accord cadre de partenariat entre nos deux écoles : l'ESPUM devient partenaire associé du master européen en santé publique Europubhealth+ avec notamment pour rôle de faciliter l'accueil en stage des étudiants, et d'aider à identifier des candidats.

#### USA

**Signature de l'accord-cadre de coopération entre Drexel University et l'EHESP** pour une durée de 5 ans visant à développer en commun des actions de recherche et de formation, et à promouvoir la mobilité de nos étudiants. Dans ce cadre, le directeur de l'EHESP a accueilli en décembre le responsable des partenariats de Drexel University.

### Asie

#### Chine

**Renouvellement de l'accord de partenariat avec le Centre de développement des ressources humaines en santé (CDRHS)** de la Commission nationale et de la santé et du planning Familial (ministère de la santé) sur le thème de la formation et de l'accueil de stagiaires. Le CDRHS héberge le centre franco-chinois de formation aux professions de santé, qui déploie des activités de coopération entre les deux pays et ministères de la santé depuis 2009.

**Formation de 20 cadres dirigeants chinois dans le cadre d'un partenariat de formation avec l'hôpital du Peuple n°9 de Shanghai, affilié à l'université de Jiao Tong, en Chine** : l'EHESP en collaboration avec l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) a dispensé une 3e session de formation du 9 au 20 avril sur le système de santé français et l'organisation de l'hôpital public en France.

**Visite d'étude en France d'une délégation de la Province du Guizhou** : des représentants chinois de la province du Guizhou se sont rendus en France du 9 au 13 juillet pour mieux appréhender le modèle français de prise en charge des personnes âgées dans le cadre du lancement d'un projet d'appui au secteur du vieillissement dans le Guizhou financé par la Banque mondiale et l'Agence française de développement.

#### Singapour

Signature d'un accord-cadre de coopération entre la Saw Swee Hock School of Public Health (SSHSPH) de la National University of Singapore (NUS) et l'EHESP le 11 juillet 2018, dans le cadre du partenariat USPC-NUS, formalisant leur collaboration dans le champ de la recherche et de la formation en santé publique. Cet accord d'une durée de deux ans renouvelables, vise le renforcement de l'expertise, le développement de la recherche et de la formation en santé publique, notamment dans les domaines de la couverture universelle, des maladies chroniques (diabète), des big data en santé, des services de santé et de la santé environnementale.

# Les départements d'enseignement et de recherche

## L'institut du management (IDM)

En 2018, l'institut du management a conforté sa mission d'accompagnement par :

l'appui à l'organisation des soins primaires autour de la fonction coordination et l'accompagnement des agences régionales de santé (ARS) dans l'organisation des parcours de santé ; après une session pilote sur 6 régions, le programme s'est déployé sur l'ensemble du territoire à hauteur de 12 régions,

- l'accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle des projets médicaux partagés de groupements hospitaliers de territoire en partenariat avec l'Agence nationale d'appui à la performance,
- la poursuite :
  - du développement d'une formation diplômante pour les médecins managers et du master Analyse et management des organisations de santé,
  - du déploiement de formations pour les ARS / conseils départementaux dans le cadre des réformes de la tarification et du cadre budgétaire des établissements sociaux et médicosociaux et de son passage en état prévisionnel des recettes et dépenses et contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.
- la mise en place du certificat Médiation des relations professionnelles en établissement public de santé, social, médico-social,
- l'initialisation, avec la direction générale de l'offre de soins, le centre national de gestion et les représentants professionnels, d'une réflexion sur l'évolution des dispositifs de formation en lien avec les modifications des métiers de direction et d'encadrement dans la fonction publique hospitalière.

L'IdM s'investit dans les domaines de recherche sur la performance du système de santé au travers de l'équipe d'accueil 7348 MOS dont les activités sont décrites en page 18. L'IdM assure également une activité d'expertise au profit d'administrations centrales, fédérations, établissements et dans des programmes internationaux (Algérie, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Vietnam,...).

## Le département sciences humaines et sociales (SHS)

Le département des sciences humaines et sociales s'intéresse à l'analyse des politiques publiques dans les domaines de la santé et du social ainsi qu'aux comportements des individus et groupes sociaux à l'égard de la santé. Il regroupe des enseignants-chercheurs et ingénieurs d'études et de recherche qui réunissent des compétences en sciences politiques, sociologie, droit, économie, sciences de l'éducation, psychologie, géographie, démographie, santé publique.

Ces disciplines sont mobilisées pour le développement d'activités d'enseignement, de recherche et d'expertise, qui peuvent contribuer également à alimenter le débat public. Les enseignements ont vocation à se développer vers toutes les filières statutaires et diplômantes de l'EHESP ainsi que dans le secteur de la formation continue. L'activité de recherche se déploie principalement dans le cadre de l'UMR CNRS 6051-Arènes.

Au titre des faits marquants de l'année 2018, on peut souligner, le lancement d'une nouvelle réflexion pour faire évoluer, à compter du 1er janvier 2019, la chaire « jeunesse » vers un collectif qui renforce les partenariats et qui crée une plus forte interaction avec des acteurs extérieurs investis sur le sujet. Signalons également une implication de plus en plus forte du département dans l'approfondissement méthodologique des évaluations d'impact en santé (EIS) avec, là aussi, la mobilisation d'un réseau de partenaires.



## Le département Santé-environnement-travail et génie sanitaire (DSET&GS)

Le département réunit des compétences en évaluation et gestion des risques sanitaires, en urbanisme favorable à la santé, et en santé travail.

La plupart des enseignants apportent leur expertise pour la mise en œuvre des politiques en santé environnement travail à la fois nationales (Haut conseil de la santé publique et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) - et locales (comité de pilotage et groupes de travail du Plan régional santé environnement 3 de Bretagne).

Le département est actif dans plusieurs formations de la fonction publique (ingénieurs du génie sanitaire, ingénieurs d'études sanitaires, techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire) et formations diplômantes (2 parcours du master mention « Santé publique » de Rennes, le mastère spécialisé® Ingénierie et management des risques en santé-environnement-travail (IMR-SET), un parcours du master of Public Health en langue anglaise, et le master Santé publique et risques environnementaux). L'année 2018 a été marquée par la mise en place de la nouvelle maquette du mastère spécialisé® IMRSET.

L'activité de recherche se déploie principalement dans le cadre des UMR Inserm 1085-Irset et CNRS-6051-Arènes.

## Le département Méthodes quantitatives en santé publique (METIS)

Le département a pour mission l'enseignement de l'épidémiologie, des statistiques et plus généralement de toutes méthodes contribuant à l'analyse quantitative pour la prise de décision en santé publique.

Les enseignements aux élèves des masters de l'EHESP sont délivrés par discipline scientifique.

Pour le public des filières professionnelles, Metis propose des formations appliquées, orientées vers l'acquisition des compétences spécifiques à chaque métier, par exemple la réalisation d'un diagnostic territorial, l'évaluation d'une innovation, l'investigation d'un événement épidémique.

L'offre en formation continue de Metis se développe dans le domaine très évolutif des données de santé. A côté du diplôme d'établissement « PMSI » (Programme de médicalisation des systèmes d'information) et du certificat «DIM MCO» (département d'information médicale - Maintien en condition opérationnelle) de nouvelles formations ont vu le jour en 2018 concernant l'accès et l'utilisation des données de santé du SNDS (Système national des données en santé). Fort de ces trois décennies d'existence, le cours IDEA (cours international d'épidémiologie appliquée) organisé en partenariat avec Santé Publique France continue à assurer la formation en épidémiologie de terrain.

METIS comptait en 2018 dix professeurs EHESP, investis dans des domaines de recherche complémentaires tels que les maladies chroniques, la périnatalité, les maladies transmissibles et la vaccination. Sept d'entre eux élargissent à l'équipe d'accueil 7449 REPERES, initiative de recherche développée en partenariat avec l'université de Rennes 1 et le CHU de Rennes, et qui a vu le jour début janvier 2017.

## Le laboratoire

### Le laboratoire d'études et de recherche en environnement et santé (LERES)

Le LERES est une plate-forme recherche et développement en chimie analytique et microbiologie dédiée à l'évaluation des expositions humaines aux contaminants de l'environnement. Son équipe de 65 agents répond aux besoins de recherche, d'expertise et de formation dans trois domaines clefs de l'environnement et de la santé :

- les eaux de consommation et de loisirs ;
- l'environnement intérieur
- le dosage de xénobiotiques dans les matrices biologiques.

Dans ces trois domaines, le laboratoire est accrédité par le COFRAC sur plus de 600 paramètres. Les projets de recherche sont menés dans le cadre de l'unité mixte de recherche (UMR) Inserm 1085-Irset et des Communautés d'universités et d'établissements Sorbonne Paris Cité et Université Bretagne Loire. Le laboratoire est équipé d'accueil de l'école doctorale biologie-santé de l'université de Rennes 1 : 2 thèses doctorales ont ainsi été soutenues en 2018.

En 2018, le LERES a amélioré son plateau technique en faisant l'acquisition de deux systèmes d'analyses par chromatographie liquide doublée à la spectrométrie de masse en tandem. Ces équipements de haute résolution contribuent à renforcer la capacité et la fiabilité analytique du LERES dans le dosage de micropolluants sur l'ensemble des matrices environnementales ou biologiques nécessaires à ses travaux.



## 2 Des formations pour tous les cadres du système de santé

### Construire les formations de demain

En 2018, l'EHESP a poursuivi et accéléré la mise en œuvre de l'innovation pédagogique. En adéquation avec les attentes des nouvelles générations toutes les formations ont recours aux outils numériques. Ceux-ci permettent à l'Ecole de repenser son approche académique, dans les lieux et les formes d'apprentissage, en anticipation des futurs enjeux de santé publique.

C'est ainsi que l'année 2018 a été marquée par l'enrichissement de la plateforme REAL, qui rassemble les ressources pédagogiques et documentaires pour les

apprenants. Conçue comme un espace d'échange, elle offre également une variété d'éléments inter-cursus, allant des conseils pour optimiser son CV à la présentation des modalités de mobilité internationale.

Tout au long de l'année, les équipes de l'EHESP ont travaillé sur la production d'un MOOC « Santé publique et système de santé : transitions et transformations », dont l'ouverture était planifiée en janvier 2019, fruit d'une riche collaboration entre les services de l'Ecole qui a suscité une forte et rapide adhésion, avec 7785 inscriptions !



#### Rentrée commune des étudiants en septembre 2018

*Les 17 et 18 septembre 2018, les étudiants de Masters et Mastères spécialisés ont effectué leur première rentrée commune sur le campus rennais de l'EHESP. Deux jours consacrés aux présentations, à des ateliers pour faciliter la rentrée, à la découverte des services de l'Ecole et à des échanges sur l'employabilité et la mobilité internationale.*

L'innovation s'est également traduite par la mise en place de Serious Games, présentés au réseau USPC (Université Sorbonne Paris Cité) le 14 novembre. La réalisation des jeux Equit'Game et Demosthène, qui combinent une approche pédagogique et des éléments ludiques sous une forme virtuelle, a été plébiscitée par les partenaires de l'Ecole.

L'ensemble de ces travaux et créations contribue à la reconnaissance de l'EHESP par l'APHEA (Agence européenne d'accréditation de programmes et d'écoles de santé publique). Celle-ci insiste sur la qualité des enseignements et la pertinence du modèle innovant entre formations statutaires et diplômantes.

De même, l'EHESP a cherché à diffuser plus largement une approche de la formation par les compétences. Cette logique a été suivie en 2018, afin de renforcer l'adéquation des enseignements avec l'exigence du monde professionnel. Dans un contexte de grande variété des débouchés à la sortie des formations diplômantes de l'Ecole, les résultats des enquêtes d'insertion démontrent l'excellente capacité d'adaptation des alumni.

En parallèle, l'EHESP a poursuivi sa mission d'animation pédagogique des 26 centres de formation agréés qui préparent au CAFDES (Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale). En 2018, les épreuves nationales de certification de la formation, organisées par l'EHESP, ont réuni 329 candidats.

### Former des cadres sensibilisés à une approche «patient-partenaire»

Afin de préparer ses apprenants à la prise de responsabilité dans les domaines sociaux et médico-sanitaires, sociaux et médico-sociaux, l'EHESP développe une approche centrée sur la place du patient. Au travers de mises en situations, simulations et journées participatives, élèves et étudiants sont formés à la participation des patients et des usagers pour améliorer la performance du système de santé. Cette politique a été renforcée en 2018 et sera un des axes majeurs de développement dans les années à venir.

### Une insertion rapide des diplômés de Master

Le taux d'insertion des diplômés de master est en moyenne, tous masters et promotions confondus, de 71% à 3 mois, de 91% à un an et 96% à deux ans. La dernière enquête de 2017 montre que les diplômés 2016 sont 60% à occuper un emploi 3 mois après leur diplomation et 25% en recherche d'emploi. Les autres diplômés poursuivent leurs études ou préparent une thèse. Le taux d'insertion professionnelle calculé est ainsi de 70%.

### Des formations statutaires qui répondent aux attentes des milieux professionnels

Une enquête annuelle est réalisée auprès des anciens élèves et de leurs supérieurs hiérarchiques, un an après la prise de fonction. L'enquête 2018 montre que 72 % des anciens élèves se déclarent satisfaits de la formation et 83 % estiment que le passage par la formation à l'EHESP a été utile. Si la majeure partie déclare ressentir des difficultés à la prise de fonction, néanmoins ils attribuent cela prioritairement à un manque d'expérience et à la complexité du poste. Les anciens élèves apprécient particulièrement la qualité des intervenants et de l'encadrement ainsi que l'environnement de la formation.

Concernant les supérieurs hiérarchiques des anciens élèves, ils ont une image positive de l'EHESP (93%) et sont 92% à se déclarer satisfaits des compétences du professionnel. De plus ils estiment, pour 85% d'entre eux, que les élèves s'adaptent facilement à leurs nouvelles missions.



### S'ouvrir vers l'environnement extérieur

En 2018, l'EHESP a renforcé les synergies existantes avec ses établissements partenaires des différents réseaux académiques. La co-accreditation de formations diplômantes a vocation à perdurer et à ancrer l'Ecole comme un acteur important du milieu universitaire, sur le plan régional comme national.

Le désir d'ouverture de l'EHESP s'est également concrétisé par la création de nouveaux parcours (comme le certificat Médiation des relations professionnelles en établissement

public de santé, social, médico-social) et de nouvelles voies d'accès aux formations. Ouverte en 2009, la CPI (Classe préparatoire intégrée) a accueilli 18 élèves en 2018 et maintenu son taux moyen de réussite à 71%. Permettant l'accès à quatre concours externes de catégorie A de la fonction publique à des étudiants boursiers et des demandeurs d'emploi, elle a encore une fois prouvé son efficacité pour valoriser la diversité des talents et l'engagement de l'Ecole en matière d'égalité des chances.

## Lutter pour l'éthique et l'intégrité

200 000, c'est le nombre d'utilisateurs de Compilatio, outil numérique de détection du plagiat. En 2018, l'EHESP a généralisé l'utilisation de cette plateforme dans le cadre de ses missions de sensibilisation au droit de la propriété intellectuelle. Enseignants comme apprenants peuvent facilement vérifier des rendus écrits.

## Effectifs en formation fonction publique

|                                    | Formations                                                         | 2016       | 2017                | 2018                |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------|---------------------|---------------------|
| Pôle établissement                 | Directeur d'hôpital (DH)                                           | 71         | 81                  | 82                  |
|                                    | Directeur des soins (DS)                                           | 39         | 49                  | 50                  |
|                                    | Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social (D3S) | 83         | 73                  | 82                  |
|                                    | Attaché d'administration hospitalière (AAH)                        | 63         | 65                  | 53                  |
|                                    | <b>Sous-total</b>                                                  | <b>250</b> | <b>268</b>          | <b>267</b>          |
| Pôle état                          | Inspecteur de l'action sanitaire et sociale                        | 30         | 38                  | 26                  |
|                                    | Médecin inspecteur de santé publique                               | -          | 11                  | 4                   |
|                                    | Pharmacien inspecteur de santé publique                            | 2          | 8                   | 5                   |
|                                    | Médecin de l'éducation nationale                                   | 42         | 32                  | 32                  |
|                                    | Médecin inspecteur régional du travail                             | 10         | -                   | -                   |
|                                    | <b>Sous-total</b>                                                  | <b>84</b>  | <b>89</b>           | <b>67</b>           |
| Pôle génie sanitaire-environnement | Ingénieur du génie sanitaire                                       | 15         | -                   | 14<br>(dont 4 FAE)  |
|                                    | Ingénieur d'étude sanitaire                                        | 11         | 11 en FAE           | 18                  |
|                                    | Technicien sanitaire                                               | 37         | 35<br>(dont 17 FAE) | 53<br>(dont 22 FAE) |
|                                    | <b>Sous-total</b>                                                  | <b>63</b>  | <b>46</b>           | <b>62</b>           |
| Formation d'adaptation à l'emploi  | Directeur d'hôpital                                                | 13         | 45                  | 49                  |
|                                    | Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social       | 33         | 27                  | 21                  |
|                                    | Attaché d'administration hospitalière                              | 88 (65)    | 93 (55)             | 115 (22)            |
|                                    | Inspecteur Hors classe (ex. IPASS)                                 | 49         | 51                  | 44                  |
|                                    | <b>Sous-total</b>                                                  | <b>183</b> | <b>216</b>          | <b>229</b>          |
| Cycles préparatoires               | Direction                                                          | 28         | 38                  | 40                  |
|                                    | AAH longs                                                          | 8          | 5                   | 5                   |
|                                    | AAH courts                                                         | 8          | 4                   | 3                   |
|                                    | Directeur des soins                                                | 7          | 8                   | 7                   |
|                                    | Classe préparatoire intégrée                                       | 15         | 25                  | 18                  |
|                                    | <b>Sous-total</b>                                                  | <b>66</b>  | <b>80</b>           | <b>73</b>           |
| <b>Total</b>                       |                                                                    | <b>646</b> | <b>699</b>          | <b>698</b>          |

( ) Effectifs relevant de la loi Sauvadet

FAE : Formation d'adaptation à l'emploi

IPASS : Inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale

## Effectifs en formations diplômantes

|                                                    |                                                                                    | 2016-17    | 2017-18    | 2018-19    |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| <b>Masters</b> mention santé publique (en anglais) | Master of Public Health - M1                                                       | 23         | 32         | 31         |
|                                                    | Master of Public Health - M2                                                       | 62         | 45         | 60         |
| <b>Master</b> mention droit de la santé*           | Droit, santé, éthique - M2                                                         | 47         | 47         | 32         |
| <b>Masters</b> mention santé publique*             | Sciences sociales et management - M1                                               | 26         | 37         | 42         |
|                                                    | Enfance, jeunesse : politiques et accompagnement - M2                              | 25         | 28         | 23         |
|                                                    | Pilotage des politiques et actions en santé publique - M2                          | 37         | 33         | 31         |
|                                                    | Promotion de la santé et prévention - M2                                           | -          | 22         | 23         |
|                                                    | Analyse et management des organisations de santé - M2                              | -          | 39         | 38         |
|                                                    | Méthodes et outils d'évaluation des risques sanitaires liés à l'environnement - M2 | -          | 4          | 4          |
|                                                    | Situation de handicap et participation sociale - M2                                | 25         | 21         | 21         |
|                                                    | Santé publique et risques environnementaux - M2                                    | 7          | 5          | 7          |
|                                                    | Analyse et management des établissements de santé - M2                             | 113        | 101        | 95         |
| <b>Mastère spécialisé</b> <sup>®</sup>             | Equipements biomédicaux**                                                          | 11         | 11         | 8          |
|                                                    | Ingénierie et management des technologies de santé**                               | 9          | 20         | 10         |
|                                                    | Management en santé                                                                | 23         | 16         | 13         |
|                                                    | Ingénierie et management des risques en santé, environnement, travail              | 11         | 16         | 11         |
| <b>Europubhealth</b>                               | Europubhealth - M1                                                                 | 17         | 41         | 39         |
|                                                    | Europubhealth - M2                                                                 | 23         | 17         | 39         |
| <b>Total</b>                                       |                                                                                    | <b>459</b> | <b>535</b> | <b>527</b> |

\* En co-accréditation avec d'autres universités

\*\* En co-habilitation avec l'Université de technologie de Compiègne (UTC)

## Poursuivre l'internationalisation des formations

- **Augmentation du recrutement d'étudiants internationaux** : 25% des 414 étudiants inscrits à l'EHESP (master, mastères spécialisés et doctorats) sont internationaux. Les trois-quarts (74) sont inscrits dans le MPH
- 48 élèves D3S et DH en stage dans 14 pays : en Europe (11), Amérique du nord (22), Amérique du sud (5), Afrique (2) et Asie (8)
- 31 étudiants de masters en mobilité de stage dans 18 pays sur les continents Europe (8), Amérique du nord (16), Amérique du sud (3), Afrique (4) et Asie (4)
- **13 bourses de mobilité** attribuées (soit 37%) à des élèves, étudiants, personnel administratif et enseignant sur financement Conseil régional de Bretagne, Erasmus+ et ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- **64 enseignants-chercheurs d'universités étrangères accueillis en 2018**

L'année 2018 a également été marquée par la première édition d'ALIVE (Apprentissage en Langues et Interculturalité Via un Environnement numérique). Ce module hybride, mixant un apprentissage en présentiel et en ligne, a pour objectif de faciliter l'apprentissage interculturel et linguistique des élèves et étudiants en mobilité internationale. 48 élèves DH et D3S sélectionnés pour un stage à l'international ont bénéficié de l'accompagnement d'ALIVE pour s'exercer en ligne et en présentiel sur l'interculturalité avant leur départ en stage entre mi-août et fin octobre. A leur retour, ils ont plébiscité l'aspect interactif et innovant du dispositif.

## La formation continue

### Une offre de formation «catalogue» diversifiée et actualisée

L'offre 2018 a été étoffée au bénéfice de professionnels-pilotes de dispositifs en direction des personnes âgées et des personnes handicapées. La CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) a soutenu la formation de 140 pilotes MAIA (méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie) à la conduite de projet, appliquée à la mise en œuvre d'un programme d'action pour l'intégration et la coordination des services dans le cadre d'actions de formations régionales.

L'offre de formation a également été enrichie sur des thématiques d'actualité telles que la collecte et l'analyse de données de santé, la sécurité sanitaire et la gestion des risques, la santé environnement.

La création du certificat de médiation des relations professionnelles en établissement sanitaire, social, médico-social, porté par la DGOS (Direction générale de l'offre de soins), s'est inscrit dans la stratégie nationale d'amélioration de la qualité de vie au travail définie par la Ministre des solidarités et de la santé.

### Des programmes pluriannuels pour des publics spécifiques

La première phase du programme de formation, validé par le diplôme d'établissement d'animateur de structures pluri-professionnelles de soins primaires PACTE (Programme d'Amélioration Continue du Travail en Equipe de Soins Primaires) et créé par l'EHESP et la HAS, en lien avec le Ministère de la santé et la FFMPs (Fédération française des maisons et pôles de santé), afin de former des coordinateurs d'équipes de soins primaires en associant les équipes, s'est achevée en 2017.

À la demande des ARS et de leurs partenaires, la deuxième phase est une phase de généralisation qui concerne désormais toutes les régions métropolitaines et mobilise environ 250 équipes de soins primaires.

Le parcours de formation «Comprendre et accompagner les établissements de santé dans leur environnement» et commandité par la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie), a été reconduit en 2018. Ainsi, 261 agents de l'assurance maladie ont été formés sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers, le PMSI (Programme de médicalisation des systèmes d'information)

et la T2A (Tarification à l'activité), l'allocation de ressources et la gestion budgétaire des établissements de santé, et les chantiers de réforme dans le secteur médico-social.

Une formation en e-learning « Décideurs locaux et santé environnement : enjeux territoriaux» destinée aux élus (5 modules) a été déployée en région Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche Comté. 3 nouveaux modules suivront à la demande de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement).

Des programmes pluriannuels, existant depuis plusieurs années, sont reconduits tels que :

- ICARS (Inspecteurs contrôleurs désignés en ARS) avec une promotion de 42 agents,
- La formation de formateur de prévention des conduites addictives en milieu de travail pour les médecins du travail et les infirmiers santé travail, en lien avec la Mildeca (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) et la direction générale du travail.

### L'activité formation continue

| ACTIVITE                                              | 2015   | 2016   | 2017       | 2018          | Evolution 2017/2018 |
|-------------------------------------------------------|--------|--------|------------|---------------|---------------------|
| Nombre de sessions proposées au catalogue             | 211    | 221    | 254        | <b>274</b>    | + 7,87 %            |
| Nombre de sessions sur mesure                         | 225    | 247    | 233        | <b>199</b>    | - 14,59 %           |
| Nombre de sessions réalisées (catalogue + sur mesure) | 412    | 402    | 439        | <b>434</b>    | - 1,13 %            |
| Taux d'annulation                                     | 5 %    | 9,86 % | 9,85 %     | <b>8,24 %</b> | - 8,36 %            |
| Nombre de stagiaires                                  | 7 798  | 7 801  | 9 338      | <b>6 232</b>  | - 33,26 %           |
| Nombre de jours-stagiaire                             | 31 738 | 29 844 | 40 233 (*) | <b>42 265</b> | + 5,05 %            |
| VAE CAFDES                                            |        |        |            |               |                     |
| Nombre de nouveaux entrants                           | 353    | 241    | 191        | <b>183</b>    | - 4,18 %            |
| Nombre de candidats présentés au jury                 | 213    | 209    | 186        | <b>159</b>    | - 14,51 %           |

\* Après correction du rapport d'activité 2017 qui n'intégrait qu'une partie des prépa-concours pour un chiffre global de 30 061 jours-stagiaires

L'activité FC a progressé d'environ 5% en 2018 en nombre de jours-stagiaires. En revanche, le nombre de stagiaires a diminué de plus de 33% en raison de la fin de programmes sur-mesure touchant un grand nombre de stagiaires en 2017.

La progression remarquable des formations diplômantes, dont les durées de formation sont plus longues, ont permis de compenser cette diminution, voire d'augmenter sensiblement le nombre de jours-stagiaires de 5% (42 265 jours-stagiaires).

## Les recettes en formation continue 2018

| RECETTES FC (en K€)                                   | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | Evolution 2017/2018 |
|-------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|
| Formations inter-établissements + diplômes            | 3 881        | 3 833        | 3 548        | <b>5 513</b> | 55,38 %             |
| Formations sur-mesure, intra                          | 831          | 1 142        | 880          | <b>1 084</b> | + 23,18 %           |
| <b>Sous-total Formation continue</b>                  | <b>4 712</b> | <b>4 975</b> | <b>4 428</b> | <b>6 597</b> | <b>+ 48,98 %</b>    |
| Préparations aux concours                             | 260          | 247          | 194          | <b>153</b>   | - 21,13 %           |
| VAE CAFDES                                            | 200          | 284          | 289          | <b>293</b>   | + 1,38 %            |
| Autres recettes                                       | 697          | 1 043        | 493          | <b>871</b>   | + 76,67 %           |
| <b>Total général Formation tout au long de la vie</b> | <b>5 869</b> | <b>6 549</b> | <b>5 404</b> | <b>7 914</b> | <b>+ 46,44 %</b>    |

Les activités de formation tout au long de la vie ont généré 7 914 K€ de recettes pour l'école, soit une progression de plus de 46% due essentiellement au développement des diplômes et des certificats (+ 69% de recettes pour les diplômes d'établissement et certificats), à l'obtention de la subvention EPH et MPH versée tous les 2 ans (1800 K€) et à la diversification de recettes liées à des projets spécifiques, notamment l'accompagnement des GHT.

## La VAE CAFDES

Le nombre de VAE CAFDES (Validation des acquis de l'expérience - Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale) poursuit une trajectoire à la baisse (- 11% en 2017) en raison du public visé, mais la mise en place dès 2017 d'une tarification des prestations a permis de maintenir ses recettes.

De façon plus générale, la politique VA - Validation des Acquis Professionnels et Personnels (VAPP), Validation des Etudes Supérieures (VES) et VAE - votée par le conseil d'administration, a été mise en œuvre en 2018 et l'offre de formation destinée aux membres du jury actualisée. La montée en charge est progressive et suit la capacité de l'école à l'absorber.

### La qualité des formations et la conformité avec la réglementation de la formation professionnelle

La mise en place de la réforme de la formation professionnelle du 4 septembre 2018 nécessite une veille réglementaire soutenue afin que l'école puisse satisfaire à ses obligations en matière de formation professionnelle.

Ainsi, des actions ont été menées pour être en conformité avec le décret relatif à la qualité et le référencement des certifications sur les plateformes dédiées et assurer la visibilité de l'offre de formation de l'EHESP ; le projet de certification qualité est reporté à plus long terme puisque l'accréditation HCERES dont bénéficie l'EHESP dispense l'école de cette obligation dans un premier temps ; enfin, une démarche de

restructuration de l'offre de formation professionnelle par bloc de compétences a été engagée afin que les formations diplômantes de l'école puissent être enregistrées au RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles) ou au répertoire spécifique selon les types de diplômes et ainsi, être éligibles au CPF (Compte personnel de formation).



## La formation par la recherche

**Former et agir en interdisciplinarité et inter professionnalité en santé publique : une compétence clef de l'EHESP**

### Le Réseau doctoral en santé publique (RDSP) : 10 ans d'investissement reconnu et salué par l'HCERES en 2018

Le rapport de l'HCERES, dans son appréciation globale, met en exergue que « l'implication dans le RDSP de son équipe de direction et de l'EHESP est forte, appréciée et reconnue de la part des doctorants et docteurs. Le réseau apporte une plus-value indéniable à la formation doctorale en santé publique, en général, et de façon encore plus prégnante pour les doctorants d'écoles doctorales (ED) ou la santé publique est peu représentée ». Le Réseau est invité à poursuivre et élargir les actions menées au bénéfice des doctorants en santé publique.

### Une activité en constante progression

19 nouveaux doctorants ont été recrutés sur l'année 2017-2018, dont 8 contrats doctoraux du Réseau doctoral et 4 contrats sur ressources propres de l'EHESP. A la fin 2018, le Réseau doctoral compte 95 doctorants inscrits dont 28% d'internationaux.

20 thèses ont été soutenues en 2018 ce qui amène le nombre de docteurs du Réseau doctoral à 121.

En mars 2018, les **9èmes rencontres scientifiques** ont rassemblé plus de 60 personnes à l'Institut de santé publique d'épidémiologie et de développement (ISPED) de l'université de Bordeaux. Le thème retenu était « **viticulture, pesticides et enjeux de santé** ». Comme chaque année, les travaux de recherche en cours de 27 doctorants ont été discutés. Le prix du meilleur poster a été attribué à une doctorante en deuxième année (ED 393) pour son sujet sur « Politiques de gratuité et équité d'accès aux soins : l'exemple de la césarienne en Afrique de l'ouest »



*Rencontres scientifiques réseau doctoral en santé publique*

**4 séminaires Interdisciplinaires ont été organisés.** Les thèmes présentés et discutés par les futurs acteurs de santé publique ont abordé des problématiques clefs pour l'avenir du système de santé : le vaccin ROR en France ; Ethique et recherche transnationale en santé publique ; Patient-reported outcomes and experiences measures ; Trajectoire des perturbateurs endocriniens, du laboratoire à l'espace public : identification, (non) politisation et réponses. Une quinzaine de doctorants étaient impliqués dans la construction de ces séminaires. On a compté plus d'une centaine de participants.

Enfin, pour permettre aux doctorants de suivre une formation pluridisciplinaire et de s'ouvrir à l'international, le Réseau a délivré 5 bourses à l'international en 2018. Des aides à la mobilité pour la formation ont été octroyées pour un montant de 38 000 €.

**Dans le champ de la santé travail**, le parcours doctoral mis en œuvre en 2016 conjointement avec l'ANSES, Santé publique France, la DGT (Direction générale du travail) et l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité) a permis de financer en 2018 deux doctorants qui travaillent respectivement sur : « Le remodelage pulmonaire après exposition à des nanoparticules de silice chez des travailleurs du bâtiment et des travaux publics » et une approche pluridisciplinaire « Ergonomie et droit pensée comme ressource pour améliorer la conception du matériel agricole et prévenir les risques d'exposition aux pesticides ».

### L'EHESP accréditée pour 4 écoles doctorales partenaires du RDSP

Depuis le 22 février 2018, l'EHESP a franchi une nouvelle étape majeure qui se traduit notamment par la possibilité pour l'établissement de délivrer le diplôme de doctorat avec quatre nouvelles écoles doctorales d'UBL.

L'école peut d'une part inscrire et délivrer seule le diplôme de doctorat avec les ED Biologie santé (BS) et Société temps et territoire (STT) et d'autre part inscrire et délivrer le doctorat conjointement avec un des établissements accrédités (Rennes 1) pour les ED droit et sciences politiques (DSP) et sciences économiques et sciences de gestion (EDGE). **Dès lors, 7 doctorants ont pu être inscrits administrativement à l'EHESP et ce pour la première fois de son histoire, à la rentrée universitaire 2018.**

### Comprendre et agir en inter professionnalité : des recommandations accessibles en ligne toujours plus nombreuses

10 nouvelles notes de synthèses, produites par des élèves en formation statutaire de l'EHESP dans le cadre du module interprofessionnel de santé publique (MIP), sont venues compléter la collection « la santé publique en action(s) » des Presses de l'EHESP. En accès libre, la collection vise à offrir aux acteurs des secteurs sanitaires et sociaux des recommandations sur des problématiques spécifiques de santé publique : améliorer la prise en charge des « obésités complexes » ; développer la télémédecine pour favoriser l'égalité d'accès aux soins en Bretagne ; accompagner les personnes âgées en perte d'autonomie aux moyens de nouvelles technologies ; prévenir et prendre en charge les risques psychosociaux chez les travailleurs indépendants ... Ce travail démontre tout l'intérêt d'une approche pluri-professionnelle et initie des habitudes de travail concerté pour améliorer la prise en charge de nos concitoyens.

## Le développement pédagogique

**En 2018 le centre d'appui à la pédagogie (CApP) poursuit et accroît sa mission de transformation des enseignements en proposant des dispositifs de formation novateurs et professionnalisants. Un accent fort a été porté sur le développement des compétences des acteurs et sur l'hybridation des formations.**

### La transformation pédagogique en mouvement

Le séminaire annuel des enseignants a permis l'émergence de besoins individuels et collectifs en matière de formation à la pédagogie. Fort de ce constat et en lien avec la stratégie de l'école, le CApP a mis en ligne début octobre son portail d'accompagnement proposant un catalogue de formation complet et diversifié, un espace de conseil et d'expertise ainsi qu'un centre de ressources pédagogiques et documentaires.

Parmi les projets de formation en ligne réalisés en 2018, notons la conception d'une inspection virtuelle, méthode d'apprentissage originale et innovante permettant à l'apprenant de se plonger dans un univers concret et réaliste au plus près des situations de terrain.

Le CApP s'est également investi dans la création du MOOC «Santé publique et système de santé» impliquant plus de 70 intervenants et la réalisation de plus de 100 capsules vidéos.



### La documentation

Les indicateurs des activités liées à la documentation restent au vert pour cette année 2018. Les bibliothèques de l'EHESP ont connu une fréquentation stable, avec près de 30 250 visites et une augmentation des opérations de prêts de + 2,71 % par rapport à 2017. Afin de permettre aux usagers d'optimiser l'utilisation des outils et ressources, les documentalistes ont animé 66 nouvelles séances de formation. La nouveauté en matière d'animation et de pédagogie a été la mise en place des « Ateliers de la Doc' ». Cette nouvelle offre de formation ouverte à tous les membres de l'EHESP, personnels et apprenants, propose de découvrir des outils et d'approfondir des questions en lien avec la recherche documentaire. Dans un format court et convivial, l'objectif est de participer au développement des compétences informationnelles des usagers de l'EHESP, tout en favorisant la transversalité. Le nombre d'inscriptions et les résultats de l'enquête d'évaluation nous encouragent à maintenir cette offre.

### BDSP : la fermeture programmée du portail, la fin d'une histoire de 25 ans

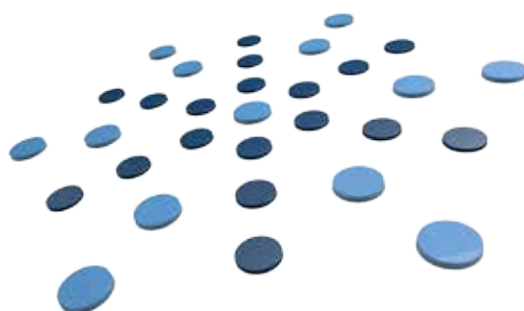
Depuis plusieurs années il est apparu nécessaire de faire évoluer le dispositif dans plusieurs dimensions (technologie, modernisation, gouvernance et modèle économique). Un projet « BDSP+ » a ainsi été élaboré avec l'appui des Presses de l'EHESP.

La recherche d'un financement du projet d'évolution de la BDSP (Projet BDSP+) a cependant échoué, malgré la qualité du projet et l'utilité des services du portail BDSP (attestée par sa fréquentation élevée). Un dossier a été présenté au Secrétariat général pour l'investissement pour un appel à manifestation d'intérêt, et soumis à un appel à projet du fonds de transformation de l'action publique, sans succès.

Malgré les nombreuses démarches entreprises, l'absence de perspectives de financement du nouveau projet et les fortes contraintes financières actuelles, ont donc amené

le directeur de l'EHESP à annoncer la fin du portage de la BDSP par l'EHESP lors de l'assemblée des membres du réseau le 16 novembre 2018. Une phase de transition de six mois (janvier à juin 2019) permettra de préparer la fermeture du portail, avec un travail d'information et réorientation de ses utilisateurs. Des propositions ont été faites pour le devenir de chaque service (autre portage, archivage, arrêt,) : base documentaire, thésaurus, glossaire, offres d'emploi, agenda événementiel.

La BDSP est un dispositif de coopération en réseau ayant offert des services précieux pour la communauté de santé publique pendant 25 années. Les témoignages sont nombreux sur l'importance du site dans la pratique des professionnels et étudiants, ainsi que les messages de regret quant à son arrêt.



# 3 Une recherche internationale en santé publique

## L'école se dote d'un dispositif d'intégrité scientifique

### Conférence inaugurale : éthique et intégrité scientifique à l'EHESP

Le 20 septembre Pierre Corvol, professeur émérite au Collège de France, vice-président de l'Académie des sciences et auteur du rapport « bilan et propositions de mise en œuvre de la charte nationale d'intégrité scientifique » est venu, à l'invitation de l'EHESP, à la rencontre des acteurs de la communauté scientifique rennaise. A cet occasion, les référents intégrité scientifique des établissements d'UniR ont pu se rencontrer et échanger avec le public présent.

### Éthique et déontologie : mise en place d'un dispositif structuré

Suite à la ratification par les membres du conseil d'administration de l'EHESP de la charte française de déontologie des métiers de la recherche, explicitant les critères d'une démarche scientifique rigoureuse et intègre, Pierre Fournier, ancien doyen de l'université de Montréal, a été nommé référent intégrité scientifique (RIS). Ses missions : traiter les signalements relatifs aux manquements à l'intégrité ou à la déontologie scientifique ; contribuer aux réflexions relatives aux procédures de prévention et de promotion des bonnes pratiques à l'EHESP et formuler des recommandations.

La nomination du RIS à l'EHESP vient parachever les dispositifs mis en place en 2018 permettant d'apporter des réponses aux chercheurs ayant des projets manipulant des données à caractère personnel, ou bien impliquant la personne humaine et nécessitant une évaluation éthique.

### Une politique de signature unique des publications à l'EHESP en lien avec l'Université de Rennes

Depuis 2018 la charte de signature unique des publications de l'Université de Rennes est entrée en vigueur. Cette charte s'applique à tous les personnels qui participent à la production scientifique des établissements et organismes qui s'inscrivent comme membres fondateurs de la future Université de Rennes. Le principe de cette charte repose sur la mention dans la signature des seules tutelles (université, établissement) des co-auteurs de la publication et de tous les organismes de recherche EPST (établissement public à caractère scientifique et technologique) tutelle de l'unité de recherche.

## Communiquer auprès du grand public

### On peut parler de sujet sérieux tout en s'amusant : pari réussi !



*L'équipe EHESP prête pour l'accueil du public lors du festival des sciences*

À l'occasion du **Festival des sciences**, les sciences humaines et sociales étaient à l'honneur. L'université de Rennes 2 accueillait pour la première fois la manifestation sur son campus. Pour l'occasion, l'EHESP, en collaboration avec l'UMR Arènes, a proposé une animation grand public au sein du village des sciences. « **Inégalités et stéréotypes en santé** » étaient au programme. Les équipes impliquées ont de façon ludique pu déconstruire les représentations sociales quant à la vieillesse et au vieillissement. Faire prendre conscience aux scolaires et lycéens des inégalités dans les parcours de vie, à l'aide d'un jeu de carte, et expliquer la transition démographique avec des playmobils, le tout dans la joie et la bonne humeur !



*Inégalités : « On n'a pas tous les même cartes en main »*

### Poursuite de la coopération avec l'Espace des sciences

Dans le cadre du partenariat avec l'**Espace des sciences** et la CRSA Bretagne (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie), l'EHESP a proposé une conférence autour d'un sujet qui fait débat aujourd'hui « **Contraception : une pilule qui divise** » et qui a rencontré un public nombreux.

## Les équipes labellisées

**Des interactions de plus en plus fréquentes entre les unités mixtes de recherche et les équipes d'accueil dont l'EHESP est tutelle.**

**Institut de recherche sur la santé, l'environnement et le travail (IRSET UMR Inserm 1085)**

De nombreux événements et actions ont jalonné l'année 2018 de l'irset :

- Parmi les visites de personnalités marquantes : Corinne Alberti (directrice ITMO Santé publique), Yves Lévy (PDG Inserm), Roger Genet (directeur général Anses), François Bourdillon (directeur général Santé publique France).
- En juin, 5ème édition du colloque European Doctoral College on Environment and Health (EDCEH) sur le thème des perturbateurs endocriniens.
- Obtention de deux nouveaux contrats européens H2020 Vif succès du stand « Moi, moche et microbe » sur le Village des Sciences en octobre.
- Forte implication dans le Colloque « Chlordécone-Santé-Environnement » en Martinique en octobre.
- Lors d'une mission aux Antilles, proposition de créer un centre de coordination de santé aux Caraïbes sur les virus émergents.
- Le 27 novembre, 1er petit-déjeuner des nouveaux doctorants.

**Recherche en pharmaco-épidémiologie et recours aux soins (REPERES EA 7449)**



*L'équipe REPERES*

Depuis sa création début 2017, l'effectif de l'équipe REPERES a cru pour atteindre fin décembre un total de 22 membres (dont 6 HDR) auxquels s'ajoutent 7 doctorants. Deux de ces derniers, bénéficiaires du financement ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament) pour la plateforme PEPS, ont récemment soutenu leurs travaux. Ceux-ci abordaient chacun la thématique du parcours de soins mais sous des angles disciplinaires complémentaires, à savoir l'apport de l'analyse de séquences et l'utilisation des technologies du Web sémantique pour l'enrichissement des données médico-administratives. En 2018 la production scientifique de REPERES a connu une réelle croissance avec un total de 29 publications dans des revues internationales à comité de lecture. L'animation scientifique est restée très vive grâce à la tenue de réunions hebdomadaires qui furent à quatre reprises l'occasion d'accueillir des chercheurs extérieurs.

L'équipe a par ailleurs organisé un séminaire d'une journée en décembre pour faire un point d'étape à mi-parcours et examiner les perspectives de travaux dans ses deux axes disciplinaires que sont la pharmacoépidémiologie et la recherche en services de santé.

**Équipe d'accueil Management des organisations de santé (MOS EA 7348)**



L'année 2018 a permis la production de connaissances, reflétée par des publications dans des revues en gestion de la santé, en gestion généraliste ou dans le champ médical. En particulier, l'année 2018 a été marquée par l'évaluation du laboratoire par le HCERES. Par ailleurs, cette année a vu la sortie de l'ouvrage collectif « **Manager une organisation de santé. L'apport des sciences de gestion** » rédigé par les chercheurs de MOS et publié

aux Presses de l'EHESP. Cet ouvrage présente les facettes du management des organisations de santé, les grandes questions qui l'animent et la manière dont la recherche en sciences en gestion y répond : quelles stratégies mettre en place pour changer les comportements des patients ou des professionnels? Quelles sont les limites du Lean Management ou des indicateurs qualité pour transformer les pratiques? Comment améliorer la coordination au sein des métiers? Quelles sont les formes émergentes d'évaluation du changement organisationnel ?

**ARENES (UMR CNRS 6051)**

En 2018 le laboratoire Arènes a bénéficié de l'arrivée de 3 nouveaux membres en provenance de l'EHESP.

De nombreuses activités sont dorénavant conduites conjointement avec l'école et sont détaillées dans différents chapitres du rapport. Pour ne citer que deux exemples : lors de la fête de la science, conduite d'un travail conjoint sur « les inégalités et les stéréotypes en santé » et dans le cadre de la chaire « Enfance bien être et parentalité », organisation d'une conférence internationale sur « le bien-être subjectif des enfants ».

Dans le cadre des séminaires organisés par Arènes en 2018 à noter le débat initié autour du livre de François Berdougo et Gabriel Girard avec une question : la fin du sida est-elle possible ? Enfin concernant les programmes de recherche un projet a été retenu dans le cadre du projet AAP Handicap et perte d'Autonomie de l'IRES (Institut de recherche en santé publique) ayant pour objet la critique ordinaire des usagers en santé mentale via le traitement des plaintes.

**Exemple d'un travail en interaction entre équipes labellisées**

L'EHESP via ses deux UMR Irset et Arènes est partenaire du projet d'Ecole universitaire de recherche (EUR) « **École de Rennes Intelligence environnementale** ». Le dossier de candidature a été déposé et les résultats seront connus dans le courant de l'année 2019.

## Les chaires

***L'EHESP s'est dotée de chaires depuis 2008. Suite aux conclusions rendues dans le cadre de la visite HCERES, le conseil scientifique a initié une réflexion autour de la politique en matière de chaires. Les recommandations produites guideront la stratégie à venir de l'EHESP dans le cadre de son futur COP 2019/2023. Au 31 décembre 2018, L'EHESP compte 10 chaires qui participent à l'activité d'enseignement et de recherche de l'établissement. En voici quelques illustrations :***

### **Chaire Enfance, bien-être, parentalité**

La chaire a organisé deux séminaires internationaux à la Cité internationale de Rennes. L'un sur « Le bien-être subjectif des enfants », avec des présentations de chercheurs venus de Suisse, d'Angleterre, d'Irlande, de France et d'Allemagne ; l'autre sur « Déterminisme parental et bien-être des enfants » avec des présentations de chercheurs venus d'Allemagne, de Finlande, des Pays-Bas, d'Italie, du Royaume-Uni et d'Irlande. En 2018, des analyses secondaires de bases de données sur le bien-être des enfants ont également été réalisées, principalement à partir de l'enquête HBSC (Health behaviour of school aged children). Fin 2018, une nouvelle réflexion a été engagée pour mettre en place une enquête qualitative visant à étudier la communication entre les adolescents et leurs parents à propos de leurs aspirations d'avenir.

### **Chaire Prospective en santé**

En 2018, la chaire Prospective en santé a poursuivi son programme de recherche dédié à l'analyse de l'évolution future des organisations de santé en France. Trois doctorants ont été recrutés. Leurs travaux s'intéressent aux questions suivantes : le rôle des maisons de santé pluridisciplinaires dans la transformation des soins de premier recours ; la conversion recherchée des hôpitaux locaux vers des hôpitaux de proximité ; la transformation des CHU à l'ère des nouvelles technologies de l'information où la disponibilité des données numériques personnelles de santé offre des opportunités de transformation de rupture.

### **Chaire recherche sur la jeunesse**

Lancement d'un nouveau programme européen Erasmus, dit « **Partibridge** ». L'objectif général est d'établir une coopération entre l'enseignement supérieur, les acteurs de la jeunesse et les jeunes éloignés des dispositifs de formation en développant un module pédagogique international sur la participation sociale et citoyenne des jeunes en Europe. Il s'agira aussi d'élaborer un web-documentaire et un guide méthodologique sur la recherche collaborative avec les jeunes. La durée de ce programme est prévue sur 35 mois et mobilisera 10 partenaires universitaires et associatifs européens basés en France, en Angleterre, au Portugal et en Turquie.



*Journée d'étude du programme «Jeunes en TTTrans»*

Dans le cadre du projet « **jeunes en TTTrans** », les troisièmes journées d'études ont été organisées, questionnant l'innovation sociale et réunissant plus de 200 participants.

### **Chaire Management des établissements de santé**

La 4e édition du colloque sur les Innovations managériales et organisationnelles dans les établissements de santé a donné lieu au partage et à l'analyse de vingt-sept expérimentations dans les établissements et dans les territoires, ainsi que l'explicitation par leurs pilotes des deux dispositifs ministériels de soutien aux innovations en santé : « l'article 51 » pour l'expérimentation de modes de financement alternatifs à la T2A, et « le pôle analyse et orientation » de la délégation à l'innovation en santé.

### **Chaire Promotion de la santé**

Développement des travaux sur la promotion de l'activité physique en prévention tertiaire et la question de l'amélioration de la littératie en santé des communautés. La littératie est la capacité d'une personne à trouver, à comprendre et à utiliser une information afin de prendre des décisions éclairées. Ces nouvelles thématiques correspondent aujourd'hui à des attentes sociales importantes

### **Recherche sur l'exposome chimique humain**

Au cours de la deuxième année de la chaire de recherche USPC, et en interaction avec les épidémiologistes de l'équipe 9 de l'Irset, le recrutement d'un post doctorant a permis de réaliser une première étude de l'approche (xéno) métabolomique sur des placentas de la cohorte bretonne mère-enfant PELAGIE.

En parallèle, grâce à un financement obtenu dans le cadre régional de la Stratégie d'attractivité durable en 2018 et à l'obtention d'une bourse du réseau doctoral en santé publique, une doctorante a été recrutée pour réaliser une des premières applications à large échelle de la mesure de l'exposome chimique dans le cadre d'une cohorte mère-enfant danoise.

Enfin dans le cadre du projet européen H2020-HBM4EU, des collaborations ont été initiées avec des laboratoires français (LABERCA, Nantes et CEA, Saclay) afin d'analyser des placentas de la cohorte mère-enfant espagnole INMA.

Le porteur de la chaire a également été sollicité pour participer à un groupe de travail dédié à l'exposome et à la biologie des systèmes/AOP, récemment créé au sein de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

## Les thèmes de recherche

### Analyse des politiques sociales et de santé

**Recherche écosystémique et interdisciplinaire d'analyse territoriale des stratégies de réduction des inégalités sociales de santé dans le secteur de la petite enfance (programme Récits).**

Le programme Récits pour la petite enfance est un programme de recherche qui poursuit un double objectif. Le premier est de comprendre comment la question des inégalités sociales de santé (ISS) s'intègre et se décline dans les politiques publiques et les services dédiés à la petite enfance (0-6 ans). Le second est de comprendre les rapports sociaux de service qui lient les familles aux dispositifs dédiés à la petite enfance et aux professionnels qui y travaillent. Porté par des chercheurs de l'EHESP et de l'Université de Clermont Auvergne, Récits pour la petite enfance comprend un terrain d'enquête en Ile-et-Vilaine et un autre dans l'Allier. S'appuyant sur une approche écosystémique et s'intégrant dans une dimension spatiale et sociopolitique, cette recherche entend couvrir l'ensemble de la tranche d'âge 0-6 ans et prendre en compte les services dédiés à la petite enfance de manière intersectorielle. Cette recherche est originale en considérant l'analyse des stratégies de réduction des ISS, au regard des milieux et des contextes singuliers au sein desquels évoluent les enfants et leurs familles. Le programme de recherche Récits pour la petite enfance bénéficie du soutien financier de l'IRESP et du conseil départemental de l'Ile-et-Vilaine. Ce travail s'inscrit dans les enjeux actuels des politiques publiques, en particulier la stratégie nationale de santé 2018-2022 (parcours santé-accueil-éducation des enfants de 0 à 6 ans), la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (l'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté ; garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants), ainsi que la politique éducative et de santé de l'Education nationale et les stratégies nationales de soutien à la parentalité et de protection de l'enfance et de l'adolescence.

**La critique ordinaire des usagers en santé mentale : du processus d'émergence et de traitement des plaintes au sein des établissements à leurs effets sur l'institution (programme Proplaint)**

Le processus de démocratisation en santé engagé en France depuis les années 2000 a promu des dispositifs en faveur de l'expression du point de vue des usagers au sein des établissements sanitaires et médico-sociaux. Mais dans quelle mesure la voix des usagers y est-elle effectivement exprimée, représentée et entendue ? Il s'agit d'une recherche sociologique qualitative financée par l'IRESP sur les conditions d'expression et de réception par l'institution de l'activité critique des usagers au sein d'établissements sanitaires et médico-sociaux. La recherche poursuit trois objectifs principaux : un objectif socio-ethnographique qui propose d'éclairer la place de la critique dans le processus thérapeutique et d'accompagnement, un objectif sociojuridique qui éclaire les conditions dans lesquelles des usagers aux capacités fragilisées parviennent à s'approprier leurs droits et enfin un objectif socio-politique qui précise les conditions d'une meilleure considération de la critique des usagers.

### Organisation et management des services de santé

**Accès à la dialyse en Urgence ?**

**Etude de parcours de soins des insuffisants rénaux chroniques terminaux ayant démarré la dialyse en urgence, par une approche méthodologique mixte**

Au stade terminal de l'insuffisance rénale chronique (IRC), le recours à la dialyse ou à la transplantation rénale est nécessaire. La Haute Autorité de Santé (HAS) a produit en 2012 un guide du parcours de soins de l'IRC de l'adulte, à destination des professionnels impliqués dans la prise en charge de l'IRC. Une bonne coordination entre le médecin généraliste et le néphrologue est cruciale pour limiter le démarrage de la dialyse dans un contexte d'urgence. Le recours à la dialyse en urgence augmente le risque de morbidité et de mortalité et le coût de la prise en charge. Le registre REIN dénombre de façon exhaustive les patients traités par la dialyse en France. Selon ses données, le démarrage de la dialyse en urgence a augmenté de 26% à 32% des cas incidents hémodialysés entre 2006 et 2016 et cela malgré la publication du guide de la HAS en 2012. L'objectif de ce projet est d'étudier le parcours de soins des patients ayant démarré la dialyse en urgence par une approche méthodologique mixte. Cette étude permettra de décrire le niveau d'appropriation des recommandations de la HAS, d'identifier les attentes des patients et les déterminants potentiellement modifiables de recours au démarrage de la dialyse en urgence. Les résultats pourront être utilisés dans le cadre de l'actualisation des recommandations de la HAS.

**Analyse de l'activité des infirmières coordinatrices (IDEC)**

L'étude pilote vise à analyser la variation du contenu de l'activité des Infirmières coordinatrices (IDEC) en fonction de facteurs sociaux et matériels locaux (organisation du travail, culture professionnelle, outils informatiques...). La démarche se réalise en trois étapes dont les objectifs sont :

- Identifier les activités réalisées par les IDEC dans différents dispositifs (réaliser une typologie des activités) ;
- Mesurer le temps passé sur chacune d'entre elles ;
- Comparer les mesures dans les différents dispositifs

La recherche repose sur des études de cas comparées : CHU, Centre européen de lutte contre le cancer, cliniques mutualistes.

Le principal résultat est un cadre d'analyse des activités des IDEC en oncologie, cadre qui a permis déjà de souligner quelques enjeux importants :

- Grande variabilité de l'activité selon le contexte local ;
- Importance du temps passé à des activités ne relevant pas de la coordination (entre 10 et 40%) ;

Les activités de coordinations se font principalement en interne, ce qui interroge la capacité à répondre aux problèmes de coordination ville/hôpital.

## Environnement et santé

### Expositions des femmes enceintes aux pesticides et impact sur la reproduction

Ce projet avait pour but de développer une nouvelle stratégie pour la caractérisation des expositions aux pesticides chez la femme enceinte, en se basant sur la cohorte Pelagie, en associant des approches analytiques non ciblées et ciblées. La collaboration avec l'Irset, le LERES et l'unité Toxalim (INRA) a permis de développer une méthode d'analyse multi-résidus de pesticides dans les urines (42 molécules), de confirmer l'exposition des femmes enceintes pour 11 pesticides et 3 familles (métabolites communs), et de montrer la complémentarité des approches ciblées et non ciblées. Le projet a apporté de nouvelles connaissances sur des pesticides qui ne sont pas mesurés en routine en santé environnement. Par ailleurs, des études de toxicité réalisées en collaboration avec les équipes de l'Irset, ont montré des effets sur le système reproducteur mâle chez les souris exposées pendant des périodes critiques du développement : chlordécone et modifications transgénérationnelles du système reproducteur (diminution des spermatogonies aux générations suivantes), glyphosate et atteinte de la spermatogenèse.

### Présence de résidus pharmaceutiques vétérinaires dans l'eau du robinet (Projet EXPOVETO)

En Bretagne, les résidus pharmaceutiques vétérinaires (VPR) peuvent se retrouver dans les ressources en eau, mais aussi dans l'eau du robinet. Après une hiérarchisation des molécules potentiellement transférables du champ à la rivière, une méthode d'analyse a été spécifiquement développée au LERES. Au cours de quatre périodes contrastées d'une même année, des échantillons de ressources en eau ont été prélevés sur 25 sites en Bretagne utilisés pour la production d'eau du robinet et situés dans des bassins hydrographiques considérés comme sensibles en raison des activités d'élevage intensif. Des échantillons ont également été prélevés dans 23 points d'eau du robinet correspondants. In fine, il s'avère que la population bretonne est potentiellement exposée à ces contaminants par l'eau du robinet, sachant que les fréquences de détection par composé sont néanmoins toutes inférieures à 10% dans les ressources et eau du robinet.

### Qualité de l'air intérieur (projet ICHAQAI)

Le projet ICHAQAI (Impact de la phase chantier sur la qualité de l'air intérieur) traite des questions de terrain visant à assurer un bon niveau de qualité de l'air intérieur lors de la réception des bâtiments construits ou rénovés. En effet, les conditions de stockage des matériaux, les interactions chimiques possibles entre produits, l'impact des taux d'humidité des supports, l'empoussièrisme des réseaux aérauliques, etc. sont susceptibles de participer à la contamination de l'air après réception des bâtiments. Ce projet soutenu par l'ADEME, a réuni des chercheurs en santé environnementale et des professionnels de la construction

dans le double objectif d'améliorer les connaissances relatives aux facteurs de contamination spécifiques à la phase chantier, et d'apporter des solutions concrètes aux professionnels de la construction. ICHAQAI a donné lieu à la réalisation de mesures sur deux chantiers de construction neuve ; des mesures réalisées par le LERES portant sur les composés organiques volatils (COV) et semi-volatils, (COSV), particules et moisissures. Les résultats ont confirmé le risque de développement de moisissures lors de la phase chantier et susceptibles de perdurer après réception. Déjà mise en évidence par de nombreux retours d'expérience, la présence de ces moisissures peut s'expliquer par des plannings qui réduisent les temps de séchage, dans un contexte d'étanchéification de l'enveloppe des bâtiments. Du point de vue des contaminants chimiques, les produits considérés comme « annexes » (peintures de finition sur supports spécifiques, utilisation de produits de nettoyage ...) sont à l'origine des plus fortes émissions. Loin de dépendre uniquement des émissions associées aux produits de finition, la future qualité de l'air intérieur est en lien étroit avec l'ensemble des procédés de mise en œuvre (délais de chantier, procédés constructifs, assemblage des différents produits, conditions d'ambiance hygrothermique) et interroge toute la chaîne des acteurs du bâtiment.

## Promotion de la santé et prévention

### Perception des traitements anti paludiques au Bénin

Le projet s'intéresse aux connaissances, expériences, perceptions, et barrières que rencontrent les femmes et leurs enfants concernant les stratégies préventives et de traitements de l'anémie et des infections parasitaires au Bénin.

L'objectif principal est de décrire les connaissances et les perceptions des femmes sur la prévention et le traitement de l'anémie et des infections parasitaires pour elles-mêmes et leurs enfants. Les objectifs secondaires sont d'explorer les facteurs qui influencent l'adhésion de ces stratégies préventives, y compris la dépression maternelle, et d'identifier les stratégies réalisables au Bénin pour délivrer les médicaments, adapter le meilleur calendrier et la durée de la prévention et du traitement de l'anémie et des infections parasitaires. Une enquête qualitative avec entretiens semi-directifs sera menée au Bénin par une doctorante en collaboration avec l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Ces entretiens auront lieu auprès d'une trentaine de femmes incluses dans le cadre d'une cohorte mère-enfant (projet EXPLORE). Pour cela, un financement a été obtenu auprès du Thomas Jefferson Fund.

### Projets de recherche

Le bureau des contrats de recherche a accompagné les chercheurs pour le dépôt de 77 projets de recherche en 2018 et assuré le suivi de plus de 130 contrats de recherche et d'expertise. Sur l'année 2018, 49 nouveaux contrats ont été obtenus pour un financement revenant à l'EHESP de 1,78 million d'euros. **Le taux de succès aux appels à projets a été de 27%.** Ce ratio illustre la forte capacité des enseignants-chercheurs de l'EHESP à attirer des ressources propres dans le domaine de la recherche, malgré un environnement extrêmement concurrentiel.

## Les programmes transversaux

*En 2018, le programme d'émergence et de soutien à des structures ouvertes de recherche (ESSOR) UrbASET s'est poursuivi et le programme santé des migrants s'est mis en place.*

### Programme ESSOR-UrbASET «Urbanisme, Aménagements, Santé, Environnements, Territoires »

En 2018, le programme ESSOR- UrbASET « Urbanisme, Aménagements, Santé, Environnements, Territoires » a été marqué par deux points forts en lien avec la démarche d'évaluation d'impact sur la santé (EIS) et la mise en œuvre du concept d'urbanisme favorable à la santé (UFS).

Dans la continuité des travaux menés en 2017, une journée d'échanges de pratiques s'est tenue à Rennes le 23 octobre 2018 afin de partager les questionnements et envisager des modes de travail collaboratif. Une quarantaine de praticiens EIS à l'échelle nationale étaient présents ainsi que des experts étrangers. Ce fut l'occasion de présenter la plateforme créée par l'EHESP à l'intention de cette communauté de pratiques émergente et destinée à favoriser le partage de connaissances et d'outils, capitaliser les acquis et alimenter les réflexions afin de faire progresser la pratique.

Par ailleurs, le programme ESSOR-UrbASET a soutenu la participation d'un membre de l'équipe à la 11e conférence européenne de santé publique organisée par l'EUPHA (European Public Health Association) à Ljubljana en décembre 2018. Les échanges ont permis de valoriser les travaux d'UrbASET auprès d'équipes européennes et de tisser des liens notamment avec l'équipe d'architectes

urbanistes du Prof Stefano Capolongo de l'université polytechnique de Milan (Politecnico di Milano), président de la section Urban public health de l'EUPHA. La collaboration se poursuit et l'équipe UrbASET a été invitée à participer au premier symposium européen « SALUTOGENIC HOSPITAL DESIGN & URBAN HEALTH », qui se déroulera à Milan en 2019. Elle y présentera ses récentes productions de recherche (projets Isadora & GreenH-city) et discutera de la co-organisation éventuelle d'une pré conférence lors de la 12e conférence de l'EUPHA à Marseille en 2019.

### Programme ESSOR- «Santé des migrants»

Le programme Essor « Santé des migrants », financé par l'EHESP, a offert la possibilité, au cours de l'année 2018, de développer différentes actions autour de cette problématique importante sur le plan de la santé publique.

Ce financement a permis à des enseignants-chercheurs investis sur ce thème de participer à deux colloques internationaux à Edimbourg et à Rome où ils ont pu présenter leurs travaux et partager leurs analyses avec d'autres partenaires européens. Il a également permis de retranscrire une série d'entretiens menés à Nice et à Briançon et qui visent à consolider et à valoriser une recherche sur les effets de la frontière sur la prise en charge des patients et à interroger le rapport entre les services de soins primaires et les services de soins spécialisés.





# 4 L'expertise de l'EHESP : quelques illustrations

## Une approche interdisciplinaire au service de la santé publique

### Démocratie en santé : « Accompagner les innovations pour favoriser la participation des usagers et de leurs représentants »

Dans un contexte de renforcement de la démocratie en santé, cette étude commandée à l'EHESP par la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) pour le compte du Ministère des Solidarités et de la Santé, s'inscrit pleinement dans la démarche d'innovation et de transformation du système de santé en réaffirmant la place et la participation des usagers. Elle poursuit et complète une première étude menée en 2015 sur les projets labellisés du « Label - Concours Droits des Usagers de la Santé » piloté par la DGOS. Cette nouvelle étude apporte une analyse approfondie et 20 recommandations d'ordre stratégique et opérationnel pour accompagner l'évolution de l'offre de soins, conformément aux objectifs fixés par la loi de modernisation du système de santé et la Stratégie nationale de santé et renforcer la participation des usagers à tous les niveaux. L'enjeu est d'importance car, outre le respect d'un droit essentiel des usagers, leur participation accrue peut améliorer les résultats sur le plan de la santé, en termes de qualité et d'organisation des parcours mais aussi de maîtrise des dépenses. Concrètement l'étude identifie les critères favorisant la participation et l'engagement des usagers et leurs représentants mais aussi les modalités et les méthodes de participation les plus pertinentes pour diffuser les projets innovants au sein d'autres établissements et services. Elle démontre comment le Label-Concours est un outil efficace de promotion de la démocratie en santé et doit devenir l'un des outils de pilotage de celle-ci à travers l'action régionale des référents au sein des ARS et le pilotage national de la DGOS. Parmi ses 20 recommandations, l'étude propose une action de formation des référents démocratie en santé des ARS et la création d'une plateforme nationale pour piloter et animer le label et faciliter ainsi la diffusion des projets innovants, au service de l'ensemble des acteurs (établissements et services).

### Programme European social policy network

Un nouveau contrat financé par la Commission Européenne, piloté par une équipe luxembourgeoise, Institute of Socio-Economic Research (LISER) et au sein duquel l'EHESP est impliquée a pour objet l'analyse des réformes en matière de protection sociale et de politiques sociales en Europe sur la période 2019-2022. L'objectif de ce contrat est de produire chaque année une série de rapports sur les principaux secteurs de la protection sociale dans 35 pays européens. L'équipe de coordination est chargée de produire des synthèses de ces bilans nationaux. Les principaux secteurs couverts sont les suivants : health care, Long-term care, poverty, child policy, pensions. Mais d'autres grands enjeux comme les réformes concernant le financement de la protection sociale ou certains éléments de la politique

d'emploi sont abordés. Trois principaux types de rapports sont produits chaque année dans chaque pays, l'équipe de l'EHESP étant chargée de la situation française :

- Deux rapports semestriels synthétiques qui nourrissent un rapport cumulant les informations pertinentes pour chaque pays ;
- Trois rapports thématiques qui concerneront, pour l'année en cours, les travailleurs pauvres, le financement de la protection sociale, l'exclusion sociale et les sans-abris ;
- Trois flash reports dont la thématique est laissée au libre choix des équipes nationales pour tenir compte de l'actualité. Le premier sera consacré à l'impact du mouvement des gilets jaunes sur l'agenda des réformes en matière de protection sociale.

### Participation de l'EHESP au « General Meeting of the WHO Global Coordination Mechanism on the Prevention and Control of Noncommunicable Diseases »

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en place un « Global Coordination Mechanism » (GCM) afin de coordonner la réponse des états membres à l'enjeu planétaire que représentent la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles (MNT). Une rencontre organisée par l'OMS à Genève en Novembre 2018, et à laquelle a participé l'EHESP, fut l'occasion de réunir des représentants des états membres, du monde académique, des organisations non-gouvernementales et du secteur privé. Ces derniers étaient au centre des débats puisque la prévention et la promotion de la santé peuvent prendre des formes diverses et les impliquer soit directement, soit par le biais de partenariats public/privé. De tels partenariats peuvent avoir pour but de favoriser, à titre d'exemple, une nutrition saine susceptible de réduire la fréquence du diabète ou de l'hypertension artérielle. Le souci de bien prendre en compte la dimension sociale et spécifiquement les inégalités sociales vis-à-vis du risque de MNT a été rappelé. Un objectif important du GCM est de mettre les MNT à un niveau pertinent de priorité pour les pays à revenu moyen ou faible qui sont déjà, et seront encore plus demain, confrontés aux besoins de santé afférents. A la lueur de l'expérience dans les pays à haut revenu, le défi concerne non seulement une prévention efficace mais aussi l'organisation d'une offre de soins de santé et une prise en charge sociale qui bouleversent des systèmes peut-être plus adaptés à la gestion des maladies infectieuses. En d'autres termes la transition épidémiologique appelle à une évolution des systèmes de santé.

## L'EHESP intègre le comité de pilotage du Plan régional santé environnement 3 Bretagne

Le PNSE3 2015-2019 a été décliné dans les régions sous forme de PRSE3 en s'appuyant sur les contextes locaux et selon les modalités précisées dans l'instruction nationale du 27 octobre 2015. Plusieurs enseignants de l'EHESP participent à la mise en œuvre du Plan régional santé environnement 3 Bretagne et contribuent ainsi à, répondre aux nouveaux défis : changement climatique, ondes, perturbateurs endocriniens, nanomatériaux. Cette implication à différents niveaux du plan en 2018, a conduit à l'intégration de l'EHESP dans le comité de pilotage du PRSE3 Bretagne à compter de 2019 au côté du secrétariat général pour les affaires régionales (représentant le préfet de Région), du Conseil régional, de l'ARS, des services de Etat, de l'ORS Bretagne, de représentants de collectivités et d'associations.

## Implication de l'EHESP auprès des agences nationales : Santé publique France, Haut Conseil de santé publique, ANSES

Des enseignants chercheurs de l'EHESP ont été mobilisés de façon continue tout au long de l'année 2018 par le **Haut conseil de santé publique** afin de contribuer à différents travaux que ce soit sur la prise en compte de l'évaluation des impacts sur la santé (EIS) dans les documents de planification territoriale, dans le cadre d'avis rendus sur un projet d'indicateur global de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, ou au travers d'une analyse critique du projet de Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE2).

Via son laboratoire, l'EHESP a renforcé son positionnement d'expert au niveau national en signant une convention pluriannuelle de partenariat scientifique avec **Santé Publique France**. Dans le cadre de ce partenariat, le LERES mobilisera son savoir-faire pour réaliser des études de biomonitoring menées à une échelle locale, ainsi que pour développer des méthodes analytiques alternatives et innovantes, notamment pour les contaminants « orphelins » et/ou émergents... Ce partenariat s'inscrit dans la perspective d'animation d'un réseau national de laboratoires et dans celle du renforcement des capacités de bio-surveillance à l'échelle européenne. Enfin l'EHESP a renforcé son image d'expert au niveau national en promouvant et facilitant la participation intuitive des agents de ses agents au sein des structures d'expertise de l'**ANSES**.

## Pilotage par la performance du secteur social et médico-social

La réforme de l'allocation de ressources et de la gestion de certains établissements et services du secteur social et médico-social, est inscrite dans le cadre des chantiers de modernisation de l'action publique.

Cette modernisation, mise en œuvre dans les secteurs des personnes âgées (loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement - article 58) et des personnes en situation de handicap (loi de financement de la sécurité sociale 2016 – article 75), forme un des axes de la profonde rénovation du pilotage stratégique de ces secteurs à travers la contractualisation.

L'expertise de l'EHESP a été mobilisée tout au long de l'élaboration du dispositif réglementaire et de la conception des cadres de la réforme pilotée par le ministère de la Santé (DGCS). Les experts de l'EHESP ont été associés

à la définition et la mise en œuvre du dispositif national d'accompagnement et de formation des ARS, des conseils départementaux et des fédérations, porté par la CNSA. Ce large dispositif a conduit à la réalisation d'une plateforme nationale élaborée et mise en ligne sur la plateforme Réal.

Le retour d'expériences relatif à ce dispositif national a ensuite permis de répondre à des demandes individualisées d'accompagnement et de formation sur site auprès d'ARS, de conseils départementaux et d'établissements. Il a également permis une restructuration du cycle de formation continue relatif aux établissements et services du secteur social et médico-social.

Par ailleurs, le suivi et l'accompagnement de cette réforme se sont traduits par une évolution du contenu de nombreuses unités d'enseignement des formations initiales et diplômantes. De même, les contenus d'épreuves d'évaluation intègrent désormais cette profonde modernisation des outils et postures professionnels : épreuves du CAFDES, études de cas intégrés des IASS, DESSMS...

## Urbanisme favorable à la santé

Dans la continuité des travaux menés sur la thématique « Urbanisme favorable à la santé », l'EHESP pilote depuis juillet 2017 et en collaboration avec l'agence d'urbanisme de Bordeaux métropole Aquitaine et la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, le projet national ISadOrA (Intégration de la santé dans les opérations d'aménagement) dont l'objectif est de produire des documents à destination des professionnels de l'aménagement pour les guider de façon opérationnelle dans l'élaboration d'opérations d'aménagement favorables à la santé. Les financeurs de ce projet sont la DGS, la DGALN, et l'ADEME. Mené en collaboration avec un groupe de travail national interdisciplinaire et intersectoriel, ce projet vise à donner des clefs aux acteurs du territoire pour placer les enjeux de santé au cœur des pratiques d'aménagement et d'urbanisme.



# 5 Des acteurs, des ressources

## La gouvernance, les instances

Le **conseil d'administration (CA)** comprend 33 membres répartis de la façon suivante :

- 19 membres nommés conjointement par les ministres de tutelle : représentants de l'Etat, des organisations syndicales les plus représentatives d'employeurs et de salariés, des établissements publics de santé, des associations d'anciens élèves, personnalités qualifiées dans les domaines d'activité de l'école,
- 14 membres élus : représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs de rang de professeur, des autres personnels d'enseignement et de recherche, des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé, des élèves fonctionnaires, des étudiants inscrits en vue de la préparation du doctorat et représentant des autres étudiants.

Il s'est réuni à 4 reprises au cours de cette année 2018. A noter que, lors de sa séance du 13/03, le CA a eu à émettre un avis sur le renouvellement du mandat du directeur de l'École, puis Laurent Chambaud a présenté sa lettre de mission des 2 ministres de tutelle (28/06). Les traditionnels sujets budgétaires et financiers ont été inscrits régulièrement à l'ordre du jour : compte financier (13/03), travaux sur le modèle économique (28/06), budget rectificatif et débat d'orientation budgétaire (11/10), et budget initial 2019 (18/12). Par ailleurs, d'autres dossiers particulièrement importants ont été présentés, et approuvés le cas échéant : bilan annuel du COP 2014-2018 (13/03) ; politique de sites : engagement institutionnel dans le projet d'Université de Rennes (UniR) et partenariat privilégié avec la future Université de Paris (Comue USPC) (28/06) ; renouvellement de la convention d'occupation des locaux du bâtiment MSH Paris Nord - George Sand avec l'Université Paris 13 pour le site parisien (28/06). D'autres sujets transversaux ont également été présentés : démarche d'élaboration du nouveau projet d'établissement (11/10), mise en place d'un dispositif d'intégrité scientifique (11/10) et stratégie en matière de développement durable et responsabilité sociétale (18/12).

Le **conseil scientifique (CS)** comprend 20 membres répartis de la façon suivante :

- 8 personnalités qualifiées extérieures à l'école désignées par les ministres de tutelle et par le conseil d'administration,
- 12 membres élus : représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs de rang de professeur, des autres enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs titulaires d'un doctorat ou d'une habilitation à diriger des recherches, des autres enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs, des personnels ingénieurs et techniques de recherche, des étudiants inscrits en vue de la préparation du doctorat.

Le **conseil des formations (CF)** comprend 33 membres répartis ainsi :

- 22 membres nommés : représentants de l'Etat nommés conjointement par les ministres de tutelle, personnalités qualifiées dans les domaines d'activités de l'école nommés conjointement par les ministres de tutelle, représentants des organisations syndicales les plus représentatives des corps de fonctionnaires formés à l'école nommés conjointement par les ministres de tutelle, représentants désignés par la fédération hospitalière de France,
- 11 membres élus : représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs de rang de professeur, représentants des autres enseignants-chercheurs, des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé, des élèves fonctionnaires, des étudiants inscrits en vue de la préparation du doctorat et des autres étudiants.

Ces deux instances consultatives se sont réunies au cours de 2 séances chacune et 2 séminaires communs (23/02 et 04/12). La 2<sup>de</sup> séance commune a été l'occasion d'échanges sur les propositions d'axes stratégiques en matière de recherche et de formation pour la prochaine période quinquennale.

D'autres sujets stratégiques ont fait l'objet de présentation et d'échanges :

- au niveau du CS, la labellisation européenne (HRS4R), le dispositif d'intégrité scientifique, déontologie et éthique, la politique de signature commune dans le cadre d'UniR, la cartographie des chaires de recherche, le rapport d'activité du bureau d'aide aux contrats (BAC) de la direction de la recherche et enfin les rapports d'évaluation du HCERES de l'EA MOS et du réseau doctoral en santé publique
- pour le CF, le projet de certificat international en inspection-contrôle, la formation de médiateurs en santé, le projet de nouveau MOOC, la politique tarifaire et les modalités de contrôle des connaissances, la politique d'accueil en matière de handicap, la démarche qualité de la formation professionnelle tout au long de la vie, la refonte de l'environnement numérique d'apprentissage...

Par ailleurs, le **comité technique**, composé de 8 représentants du personnel et de 2 représentants de l'administration, est réuni et consulté sur un grand nombre de dossiers (5 séances en 2018), notamment avant chaque séance du conseil d'administration. Le **comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail** s'est également réuni également à 5 reprises au cours de l'année 2018. Une séance commune du CT et du CHSCT a été organisée fin mars pour échanger autour du bilan social de l'année précédente.

À noter que ces instances de dialogue social ont été renouvelées en fin d'année 2018 dans le cadre des élections professionnelles nationales au sein de la fonction publique. Le scrutin a été organisé via un dispositif de vote électronique, et le taux de participation a été de 55 %.

**Des évolutions organisationnelles** importantes ont été décidées au sein du secrétariat général avec une mise en œuvre opérationnelle fin 2018 ou début 2019 :

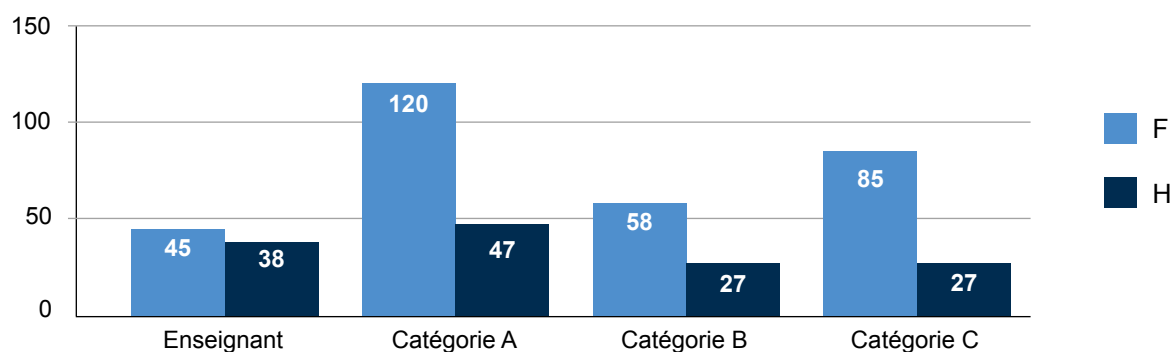
- Création d'une direction du patrimoine, de la logistique et de la prévention des risques avec la mise en place des « Services aux usagers ».
- réflexion aboutie sur le management de la chaîne financière, ayant des incidences sur l'organigramme du secrétariat général, avec la création d'une nouvelle direction des affaires financières réunissant 3 pôles (budget, achat, centre de services partagés des dépenses) et l'élargissement des missions du centre d'appui au pilotage et à la qualité aux fonctions juridiques et de contrôle/audit interne

## Les ressources humaines

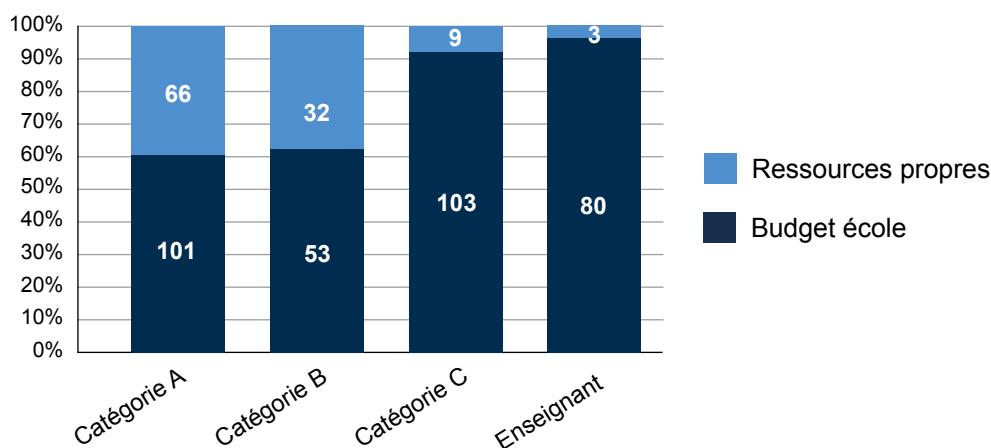
### Effectifs rémunérés

- Au 31/12/2018 l'EHESP employait 451 personnes sur des fonctions d'enseignement (87 enseignants chercheurs), des fonctions pédagogiques ou de support aux activités. Les métiers représentés à l'EHESP sont variés : ingénieurs d'études ou de recherche, coordinateurs pédagogiques, assistantes, gestionnaires, chargés d'études documentaires, personnels administratifs et techniques, techniciens de sécurité sanitaire ...
- 93 personnes, doctorants compris, sont recrutées sur des contrats de recherche financés sur ressources propres.
- 467 élèves fonctionnaires rémunérés en moyenne sur l'année,
- 19 équivalents temps plein doctorants,
- 1472 intervenants extérieurs ont assuré des enseignements ou participé à des jurys,
- 69 stagiaires accueillis dans les différents services.

### Répartition des personnels au 31/12/2018 par catégorie et par sexe :



### Répartition des personnels au 31/12/2018 par catégorie et source de financement



L'École a mis en œuvre ou développé plusieurs projets sur l'année 2018 dans le cadre du plan d'action en faveur du bien-être au travail. Citons par exemple :

- Mise en place d'un dispositif d'accueil des nouveaux arrivants
- Création du Service aux usagers (regroupement d'activités jusque-là dispersées)
- Création d'une équipe de soutien aux activités (renforts ponctuels)
- Généralisation du télétravail,
- Évaluation du dialogue social,
- Étude sur la communication interne et la circulation de l'information
- Conférences sur des sujets divers (rôle des instances, droits et obligations des personnels, prévention de la discrimination ...).

### Recrutement

25 recrutements sur des postes permanents du budget école ont été réalisés sur l'année 2018.

## Le compte financier

|                         | Compte financier (CF) 2017 |                    | Compte financier (CF) 2018 |                   |
|-------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|-------------------|
|                         | AE 2017                    | CP 2017            | AE 2018                    | CP 2018           |
| Personnel               | 45 668 422                 | 45 614 496         | 45 959 863                 | 46 007 364        |
| Fonctionnement          | 13 008 183                 | 11 768 622         | 13 744 346                 | 12 411 307        |
| Investissement          | 997 094                    | 920 653            | 1 742 908                  | 1 594 378         |
| <b>TOTAL DEPENSES</b>   | <b>59 673 699</b>          | <b>58 303 771</b>  | <b>61 447 116</b>          | <b>60 013 049</b> |
| <b>TOTAL RECETTES</b>   |                            | <b>54 158 358</b>  |                            | <b>58 017 844</b> |
| <b>SOLDE BUDGETAIRE</b> |                            | <b>- 4 145 413</b> |                            | <b>- 1 995 20</b> |

en €

En 2018, le déficit budgétaire persiste mais est ramené à 2M€.

### Les ressources 2018

Le montant total des recettes budgétaires s'élève à 58 017 K€, en hausse de 7% par rapport à 2017. Ces recettes sont réparties entre

- la dotation assurance maladie versée par le Ministère des Solidarités et de la Santé pour un montant de 8 657 K€,
- la subvention du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation pour 2 274 K€
  - les contributions dues par les établissements pour un montant de 31 203 K€
  - les autres produits générés par les activités de l'École sont constituées de recettes liées à la formation, aux cofinancements internationaux, aux conventions de recherche et prestations d'analyses, ainsi qu'aux produits d'hébergement.

## Les dépenses 2018

Les dépenses de l'EHESP sont constituées des dépenses de personnel, fonctionnement et investissement.

|                |      |
|----------------|------|
| Personnel      | 75 % |
| Fonctionnement | 22 % |
| Investissement | 3 %  |

Les dépenses de personnel sont en augmentation depuis plusieurs années, notamment du fait des dépenses relatives aux élèves, et du recrutement de personnel dédiés à la recherche (avec des cofinancements associés). Elles s'élèvent à 45 960 K€ en 2018.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent au compte financier 2018 à :

- 13 744 K€ en autorisations d'engagement
- 12 411 K€ en crédits de paiement

Ces dépenses sont en augmentation de 5 % (hors contrats de recherche) en 2018.

Les dépenses d'investissement ont augmenté en 2018, pour revenir à un niveau plus proche des investissements réalisés en 2015 et 2016. En 2018, elles ont concerné le matériel informatique et les licences, l'acquisition pour le LERES d'un deuxième équipement en chromatographie liquide (LCMSSC), l'aménagement de l'accueil de l'École et l'acquisition d'un système de sécurité incendie.

## Les recettes 2018

|                                                                |               |
|----------------------------------------------------------------|---------------|
| Dotation assurance maladie                                     | 8 657         |
| SUBVENTION MESRI                                               | 2 274         |
| Contributions des établissements                               | 31 203        |
| Recettes liées à la formation et aux activités internationales | 8 458         |
| Hébergement                                                    | 909           |
| Autres produits                                                | 1 545         |
| Conventions de recherche                                       | 3 255         |
| Conventions d'analyses LERES                                   | 1 469         |
| Prestations analyses LERES (hors conventions)                  | 247           |
| <b>TOTAL RECETTES</b>                                          | <b>58 017</b> |

## Le système d'information et de télécommunication

Les objectifs sont d'assurer la qualité de service aux usagers, de répondre aux nouveaux besoins métiers et enfin d'assurer un service de proximité de qualité et une meilleure prise en compte de la maîtrise du risque sur l'ensemble des composantes du SI.

Les nouveaux métiers engendrent de profondes évolutions du système d'information, tant dans les fonctions support (finances, RH, pilotage, ...) que dans les fonctions métiers (gestion de la recherche, de l'offre de formation,...).

Les activités sont organisées pour répondre à quatre enjeux stratégiques : aligner le système d'information sur les besoins, garantir la confiance auprès de toutes les parties prenantes, continuer à innover et se positionner comme offreur de services auprès des métiers.

L'activité en 2018 s'est ainsi focalisée sur le renforcement de la confiance numérique face à la masse de données disponibles, aux risques croissants de piratage et à l'offre de services numériques à l'utilisateur selon deux axes majeurs :

- Un premier axe qui s'est traduit par le renforcement global de la sécurité des données à l'heure où l'École intègre les répercussions du règlement général sur la protection des données RGPD.
- Un deuxième axe qui a permis de développer l'offre de services pour répondre aux usages tout en privilégiant la facilité d'utilisation, le conseil et l'accompagnement des différents publics (apprenants, personnels et visiteurs) pour une meilleure adoption des services. Concomitamment, la transformation du domaine des opérations informatiques et des services IT délivrés permet aux utilisateurs de bénéficier d'une puissance de calcul et de stockage adaptée et évolutive.

## L'immobilier

### Création services aux usagers

Pour un accueil et une assistance optimisés au profit des usagers du campus rennais, ce service regroupe l'hôtellerie, le courrier, l'accueil général, les assistants supports aux usagers, et la gestion des espaces. De nouveaux locaux ont été aménagés dans ce contexte à l'entrée principale du bâtiment DEBRE. Un logiciel de réservation, « EASY Request », a en parallèle été mis en place pour faciliter la réservation des espaces et des ressources associées (salles d'enseignement, salles de réunions, matériels,...).

### Hébergement

Le taux d'occupation est de 69%, soit en légère baisse par rapport à l'année 2017, en contrepartie le nombre de nuitées est en hausse (60 386 nuitées), ceux-ci est lié à l'ouverture de 20 chambres supplémentaires dans la résidence Villermé.

### Patrimoine

- Poursuite du travail sur le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (validation prévue en 2019).
- Conception et réalisation de la 3e et dernière tranche de réhabilitation des salles d'enseignement bâtiment Debré.
- Poursuite des négociations avec Néotoa et la direction de l'immobilier de l'Etat en Région en vue de la démolition / reconstruction de 2 résidences et de l'externalisation de leur gestion.
- Pose de la signalétique intérieure et extérieure.
- Renouvellement de la convention d'occupation des locaux du site parisien et optimisation de l'occupation des espaces administratifs avec une réduction des surfaces louées à l'université de Paris 13.

## La vie du campus

**Tout au long de l'année, la vie du campus a été rythmée par les nombreux événements professionnels, culturels, sportifs ou solidaires organisés par les élèves et étudiants... des événements parfois exportés bien au-delà des limites du campus.**



En février, deux élèves D3S ont ainsi permis à l'École de participer pour la première fois au « 4L Trophy » à bord de la « 4L de la santé publique ». En mars, l'association des D3S a organisé, dans le parc du Thabor de Rennes, une course à pieds au profit des personnes âgées. Les bénéfices ont été reversés à Monalisa, structure engagée contre l'isolement des personnes âgées.

« Les désAAHchordés », groupe de musiciens de la promotion des AAH 2018, se sont quant à eux produits plusieurs fois sur la scène de l'école et dans des établissements hospitaliers. Les élèves AAH ont par ailleurs organisé deux collectes de vêtements qui ont permis de récupérer 1 080 vêtements pour la Croix Rouge.

D'autres actions solidaires ont été mises en place, comme la collecte organisée par les élèves IASS pour « Les restos du cœur » ou la collecte de denrées alimentaires et de produits d'hygiène pour les bébés, organisée par les EDH 2018-2019 pour la Croix Rouge.



Collecte pour «Les restos du coeur»

Comme tous les ans, l'EHESP Conseil, association inter filière inscrite dans une démarche de consulting, a pour sa part organisé la journée de l'audit et l'ADEMM, association des étudiants en masters et Mastères spécialisés a organisé quant à elle ses journées annuelles d'échanges et de rencontres ouvertes à tous les étudiants de l'école.



Les Olympiades

À l'approche des congés d'été, le B2E (bureau des élèves et étudiants), association regroupant l'ensemble des associations de l'école, a mis en place sa nouvelle édition des Olympiades. Le B2E a par ailleurs sensibilisé toute la communauté EHESP aux opérations de lutte contre le cancer via « Octobre rose » et « Movember » et a reversé le fruit de leurs ventes d'objets promotionnels à la Ligue contre le cancer et à l'association Movember.

L'année 2018 s'est terminée en beauté avec le gala organisé par le B2E dans les locaux de l'École Saint-Vincent à Rennes.





# EHESP

École des hautes études en santé publique

15, avenue du Pr L. Bernard  
CS 74312 - 35 043 Rennes cedex  
[www.ehesp.fr](http://www.ehesp.fr)



**U-S-PC**

Université Sorbonne  
Paris Cité

**UNIVERSITÉ  
BRETAGNE  
LOIRE**

